

**Fédération des chambres syndicales des
minerais, minéraux industriels et métaux non
ferreux**

(1847-1996)

2000_030_001 à 230

répertoire numérique

**établi par Claire GHIENNE, stagiaire du DESS
« Histoire et métiers des archives » de l'Université d'Angers**

**mise en page revue en 2016
par Vincent Bouilly, conservateur du patrimoine**

**Roubaix
2002**

Fiche d'identification

Référence :

FR ANMT 2000_030

Intitulé :

Fédération des chambres syndicales des minerais, minerais industriels et métaux non ferreux

Niveau de description :

Fonds

Dates extrêmes :

1847-1996

Producteurs :

Fédération des chambres syndicales des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux, Chambre syndicale française des mines métalliques, Chambre syndicale des métaux et autres syndicats professionnels adhérents ou à l'origine de la Fédération

Modalité d'entrée :

Dépôt

Importance matérielle :

45,38 mètres linéaires

Langue des documents :

Français majoritairement

Localisation physique :

Archives nationales du monde du travail, 78 boulevard du Général Leclerc 59100 ROUBAIX

Conditions d'accès :

Sur autorisation préalable

Conditions de reproduction :

Sur autorisation préalable

Voir en salle de lecture pour les conditions de réutilisation (publication, exposition, diffusion).

INTRODUCTION

Présentation de l'entrée et historique de la conservation

Ce fonds est entré au Centre des archives du monde du travail en 2000. Il fait l'objet d'un contrat de dépôt signé le 24 juillet 2000 par M. Jourdan, délégué général de la Fédération des chambres syndicales des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux.

Le dépôt effectué par la Fédération correspond aux archives de différents syndicats patronaux de ce secteur industriel. Les fonds de toutes les chambres ou fédérations ont connu quelques pertes, sans qu'il soit possible d'en mesurer l'ampleur. De plus, les archives de certaines chambres manquent : Union des mines tunisiennes, Chambre syndicale des producteurs de soufre et produits connexes, Chambre syndicale du cuivre, le Syndicat national des fabricants français de produits réfractaires magnésiens...).

Contenu du fonds

L'industrie des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux produit les substances et matières premières minérales ainsi que les matériaux métalliques dont a besoin l'économie. En amont des fleurons de l'industrie française tels que l'Airbus, le TGV, la fusée Ariane, se trouvent des minerais, des métaux, des alliages et des produits métallurgiques.

Cette industrie constitue un secteur primordial de l'économie et rassemble des activités très diversifiées. Appartiennent ainsi au secteur :

- l'industrie minière (hors charbonnage) : nickel, uranium, argent, or, potasse, sel gemme, spath-fluor, asphaltes ;
- l'extraction et la transformation de substances minérales diverses et de minéraux industriels (argiles, barytine, calcaires et chaux, silice, soufre, talc) ;
- la production des métaux primaires ainsi que la transformation en demi-produits et alliages des métaux non-ferreux (aluminium, cuivre, zinc, plomb, nickel, métaux spéciaux tels le cobalt, chrome, titane, tungstène, zirconium, etc., métaux précieux tels que l'or, l'argent la platine) ;
- l'affinage et le recyclage de la plupart des métaux.

La Fédération des chambres syndicales des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux (FMM) est une organisation professionnelle nationale, affiliée au MEDEF, qui rassemble en son sein la quasi-totalité des entreprises du secteur concerné.

Comme les autres organisations professionnelles, la Fédération a pour but de :

- représenter les professions de la production et de la transformation auprès des administrations publiques nationales et internationales ;
- défendre les intérêts généraux et collectifs de ses membres ;
- établir entre les organisations syndicales adhérentes un centre de relations afin de coordonner leur action.

Les industries regroupées au sein de la FMM montrent un intérêt croissant pour l'histoire. L'exemple de l'aluminium est à ce titre évocateur, avec la création en 1986 d'un Institut pour l'histoire de l'aluminium (IHA)¹.

Les fonds des fédérations et chambres syndicales se composent, pour l'essentiel, des documents suivants :

- les procès-verbaux de réunions des assemblées générales, des conseils d'administration, commissions et sections ;
- les circulaires ;
- les correspondances ;
- quelques photos et bobines de films ;
- la documentation et les brochures conservées par les chambres syndicales.

Historique du producteur

De 1884 à 1918, le syndicalisme ouvrier et surtout patronal se développe. Pour André François-Poncet (1887-1978), « en 1899, le patronat français, éparpillé, désorienté, découragé ne paraît pas de taille à supporter même la comparaison avec un syndicalisme ouvrier tout frémissant d'ardeur conduit par des chefs ambitieux et

¹ L'IHA est une association à but non lucratif, ayant pour objet la préservation et la mise en valeur de la mémoire de l'industrie de l'aluminium, ainsi que l'élaboration d'un corpus de connaissances historiques. Il bénéficie du soutien de la Chambre syndicale de l'aluminium et du groupe Pechiney.

hardis. À la veille de la guerre, le tableau est changé, l'organisation syndicale du patronat est en progrès, l'organisation syndicale des ouvriers plutôt stationnaire... »².

La loi Waldeck-Rousseau, du 21 mars 1884, met en place le cadre juridique des structures syndicales patronales et ouvrières selon laquelle « les syndicats ou associations professionnelles, même de plus de vingt personnes, exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, pourront se constituer librement sans l'autorisation du gouvernement »³.

Au cours du XX^e siècle, le secteur s'organise progressivement et de nombreuses chambres syndicales naissent, disparaissent ou fusionnent. La FMM, créée en 1978, est l'héritière de ces nombreuses chambres.

Pour mieux appréhender le fonds, nous proposons une présentation succincte, par ordre chronologique d'apparition des chambres et des fédérations, reprenant le plan de classement. Une exception a été faite pour le Comité de liaison des industries de métaux non ferreux de la Communauté européenne, qui s'inscrit dans une démarche spécifique par rapport au reste des chambres syndicales et a été placé pour cette raison à la fin du plan de classement.

La Chambre syndicale française des mines métalliques (CSMM)

La Chambre syndicale française des mines métalliques, dont l'assemblée constitutive se tient le 11 juin 1909, regroupe les exploitants des mines de plomb, de zinc et d'antimoine. Elle a pour objet la protection des intérêts généraux de l'exploitation des minerais métalliques et autres matières minérales. Son premier président est M. Maneuvrier. Constituée de membres titulaires et de membres associés, la Chambre admet à titre d'affiliés :

- les titulaires de permis de recherches en France, dans les colonies françaises ou pays de protectorat ;
- les Français exploitants soit personnellement soit en société de mines métalliques ou de gisements minéraux à l'étranger.

Cette Chambre entretient des liens privilégiés avec les houillères, qui s'expliquent par la modicité des ressources de la Chambre et l'intérêt d'un effort conjoint. C'est ainsi que la réunion constitutive de la Chambre prend place dans le bureau du Comité central des houillères de France : la Chambre bénéficie à sa création du voisinage et de l'hospitalité du Comité des houillères.

Outre un personnel commun, les deux groupements partagent le service juridique et le service technique, ainsi que la publication des circulaires techniques, des circulaires de jurisprudence, ainsi que les rapports des ingénieurs en chef des mines devant les conseils généraux. La Chambre syndicale fait également des publications spéciales relatives aux circulaires générales (documentation parlementaire, législative, réglementaire et sociale intéressant l'industrie minière en France et à l'étranger) et aux circulaires économiques (documentation statistique économique et commerciale pour la France et l'étranger).

Par ailleurs, la chambre s'affilie dès 1909 à l'Union des industries minières et métallurgiques (UIMM).

La Chambre syndicale est marquée par la figure de M. Beigbeder, président de 1917 à 1933, date à laquelle M. Ledoux lui succède.

En 1910, la Chambre syndicale constitue le Comité des mines de Tunisie, amorce de ce qui deviendra ensuite la Chambre des intérêts miniers de Tunisie.

Entre 1914 et 1917, la Chambre syndicale s'occupe de l'approvisionnement des exploitations en différentes matières premières indispensables à l'exploitation de la répartition du personnel français mobilisé dans les mines, ainsi que de celle du personnel indigène en Afrique du Nord.

En 1919, se constitue au sein de la Chambre syndicale un groupement particulier des phosphates.

En 1922, la Chambre syndicale décide d'unir ses efforts à ceux du Comité des houillères et du Comité des forges en vue de l'aide à apporter aux grandes écoles minières (l'assemblée générale du 28 novembre 1922 ratifie cette décision).

En 1926, se constitue, au sein de la CSMM, l'Union syndicale des mines marocaines⁴.

L'étude des législations minières coloniales, commencée en 1928, aboutit à la constitution du Comité d'études minières pour la France d'outre-mer au cours de l'année 1930.

Dans les années 1930, une crise d'une gravité exceptionnelle, causée par la chute des cours, atteint les exploitations minières françaises et coloniales du zinc et du plomb. Les exploitants sollicitent une aide de l'État (prime à la production). Trois décrets et un arrêté ministériel (publiés au Journal officiel du 25 mai 1935) instituent le contingentement du zinc et complètent celui du plomb, modifient le régime douanier de produits dérivés de ces deux métaux et taxent les licences d'importation de ces deux métaux.

La défense des mines de plomb et de zinc dans cette période de crise devient l'un des points essentiels de l'activité de la CSMM (avec l'édition de circulaires spéciales) et explique la présence de nombreux dossiers se rapportant aux mines de plomb et de zinc pour les années 1930.

² LEFRANC Georges, *Les organisations patronales en France, du passé au présent*, Paris : Payot, 1976, p. 45.

³ Article 2 de la loi, cité par MOURIAUX René, *Le Syndicalisme en France*, Paris : PUF, 1994, p. 22.

⁴ Voir l'historique, p. 5.

Après plus de quatre ans de sommeil, la Chambre syndicale est reconstituée au cours de l'année 1945. La liste des sections (substances) de la Chambre syndicale des mines métalliques, approuvée lors de l'assemblée générale du 21 septembre 1945, est la suivante :

- minerais de plomb, zinc, argent, cadmium
sous-section : cuivre, étain
- or, arsenic, bismuth
sous-section : antimoine
- minerai de fer non métropolitain
- pyrites
- phosphates non métropolitains
- potasse, magnésie
- métaux, minerais métalliques divers, substances minérales
sous-sections : mercure, minerais de ferro-alliage, minerais de manganèse, asphaltes, soufre, divers
- entreprises minières à l'étranger
- traitement des minerais, recherches de mines, holdings de participation minière

Affiliée à la Fédération des chambres syndicales des minerais et métaux bruts dès sa création, la CSMM en est le membre le plus ancien.

Le 30 mai 1974, dans le cadre d'une restructuration et d'une simplification de l'ensemble professionnel, la CSMM, l'USMMM et le GIMMOM donnent naissance à la CSIM⁵.

La Chambre syndicale des métaux (CSM)

La Chambre naît avant 1924. Pendant la durée de la guerre 1939-1945, les services de la Chambre continuent à fonctionner. Son activité est principalement consacrée à la gestion du Groupement d'importation et répartition des métaux institué le 2 septembre 1939, date de la mobilisation générale. De fait, les activités de la Chambre sont orientées vers des questions d'ordre administratif et concernent des domaines d'ordre juridique et fiscal, douaniers, ainsi que les questions sociales.

La Chambre syndicale adhère :

- à des organismes interprofessionnels (CNP, UIMM...) ;
- à des organismes d'étude et de documentation (Société française de métallurgie) ;
- à des organismes internationaux (Conférence internationale des fabricants de métaux non ferreux, Conseil international des métaux non ferreux, Association européenne de l'aluminium ouvré...).

Le 1^{er} janvier 1973, la Chambre syndicale des métaux devient la Fédération des chambres syndicales des métaux. Aux anciennes sections de la Chambre syndicale correspondent alors les syndicats de la Fédération de chambres (aluminium, cuivre, plomb, nickel, métaux divers, métaux précieux).

Le 12 juillet 1978, la Fédération des chambres syndicales des métaux fusionne avec la Fédération des minerais et métaux bruts pour donner naissance à la Fédération des chambres syndicales des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux⁶.

L'Union syndicale des mines marocaines

En 1926, se constitue l'Union syndicale des mines marocaines au sein de la Chambre française des mines métalliques. L'assemblée constitutive de l'Union syndicale a lieu le 5 novembre 1926.

Le syndicat général des affineurs de France (SAF)

Le Syndicat général des affineurs de France est formé en 1932 par des personnes ou sociétés exerçant en France et dans les colonies françaises la profession d'affineur ou d'une industrie connexe.

De nouveaux statuts sont adoptés le 3 mai 1946. Le groupement adopte alors le nom de « Syndicat général des affineurs de France et des industries qui s'y rattachent » (indiqué par les initiales SAF). Sont considérées comme ressortissant des activités de la SAF toutes les entreprises produisant en deuxième fusion un métal déterminé ou ses alliages, par voie thermique, chimique ou électro-chimique, à partir de déchets métalliques de toute nature, quelle que soit la forme obtenue (lingot, billette, baguette, grenaille, etc.). Le métal ainsi obtenu est destiné à être réintroduit, par revente, dans le circuit des fabrications.

⁵ Voir l'historique, pages 8-9.

⁶ Voir l'historique, pages 7 et 10.

Les « sections » s'occupent des questions traditionnelles et qui peuvent désigner, dans certains cas précis, une « commission d'étude ».

La SAF est composée des sections « métaux cuivreux », « métaux blancs », « zinc », « métaux légers », et des regroupements géographiques « région lyonnaise », « région Sud-Est », « région Sud-Ouest », « région Ouest », et « région Est ».

En 1977 est créée la sous-section « alliage d'étain » au sein de la section métaux blancs du SAF.

Se trouvent dans le fonds du SAF les archives du GIE⁷ Affi-Import, constitué par quelques membres de la SAF. Le but des sociétés membres est de définir une politique concertée d'importation des déchets, des débris et des alliages d'aluminium. Ils souhaitent ainsi permettre une meilleure répartition des tonnages des importations entre affineurs, assurer l'équilibre entre l'offre et la demande et bénéficier d'économies de gestion.

Il est à noter qu'un administrateur unique (issu d'AFFIMET) gère le GIE, que l'assemblée générale se réunit tous les trois mois et que le secrétaire général du syndicat général des affineurs de France exerce les fonctions de contrôleur de gestion du GIE.

La chambre syndicale française des producteurs d'or

En juillet 1936, les différents producteurs d'or décident de se réunir en créant la Chambre syndicale française des mines et usines d'or. Le président de la Chambre est M. Jordan tandis que M. Ledoux, président des mines métalliques, en est le président d'honneur.

Le syndicat change de nom lors de l'assemblée générale du 4 décembre 1936 et devient la « Chambre syndicale des producteurs d'or ».

Il est interdit à la Chambre de se livrer à des opérations ayant pour but un bénéfice commercial.

La Chambre est dissoute le 19 décembre 1940 et une section de l'or au sein de la Chambre syndicale française des minerais et métaux bruts est alors constituée.

Les Comités d'organisation

Pendant la Deuxième guerre mondiale, les Comités d'organisation, les Comités centraux de ravitaillement et les groupements nationaux et départementaux d'achat organisent l'économie de rationnement et de limitation des quantités.

Créés le 16 août 1940, les « Comités d'organisation » sont dotés de très larges pouvoirs et de moyens de contrainte à caractère réglementaire à l'égard des entreprises. Des fonctionnaires, ou des patrons, lorsque le syndicalisme patronal est puissant (comme dans le cas qui nous intéresse), dominent ces Comités qui font appliquer les directives de l'Office national de répartition. L'urgence des tâches préfigure néanmoins un mode de gestion de l'économie nationale fondé sur la collaboration entre l'État et les oligarchies économiques, qui deviendra ensuite l'élément moteur de la planification.

D'ampleur très inégale, deux fonds relatifs à ces comités d'organisation ont été conservés.

Le Comité d'organisation des industries de demi-produits en métaux et alliages non ferreux

Nous savons peu de choses des activités du Comité dont seuls les procès-verbaux de réunions ont été conservés.

Le Comité d'organisation des minerais et métaux bruts (COMMB)

Lors de la réunion restreinte du 15 octobre 1940 de la Chambre syndicale française des mines métallique, qui crée le Comité provisoire des minerais et métaux bruts, il est décidé que :

- le délégué général de la CSMM serait également le délégué général du Comité d'organisation ;
- le Comité directeur de la CSMM serait composé des mêmes personnes que le Comité d'organisation ;
- la CSMM créerait un bureau à Vichy.

Le COMMB est officiellement constitué par le décret du 8 décembre 1940 (*Journal officiel* du 9 janvier 1941). La compétence du COMMB s'étend à la production, à l'importation et à l'exportation de toutes les substances minérales et de tous métaux bruts, à l'exception des combustibles solides et liquides, minerais de fer métropolitains, matériaux de construction, chaux et ciment, potasse, sel, fer et aluminium, magnésium, glucinium et potassium pour lesquels des Comités d'organisation particuliers sont créés. La compétence en matière de métaux bruts s'entend des métaux en lingots ou saumons, à l'exclusion des produits demi-ouvrés ou ouvrés. On retrouve dans le fonds les archives des sections défendant des intérêts bien définis et les dossiers des groupements rattachés au COMMB.

La loi du 31 décembre 1941 relative à la production des substances minérales favorise la recherche et l'exploitation de gisements. L'article premier spécifie que « [...]le secrétaire d'État à la production industrielle

⁷ GIE : groupement d'intérêt économique.

est autorisé à accorder des subventions aux sociétés et aux groupements de recherches ou d'exploitation minières, ainsi qu'aux organismes de toute nature, spécialement créés pour la recherche ou la production de ces substances et dépendant d'administrations pourvues de l'autonomie financière (y compris le gouvernement général de l'Algérie, la résidence générale de la Tunisie, la résidence du Maroc), de collectivités publiques ou établissements publics ».

De nombreux dossiers sont constitués par les propriétaires de gisements afin obtenir subventions et lettre d'agrément. Très riches, puisqu'ils comportent de nombreux plans et de nombreuses notes sur les caractéristiques des exploitations, ces dossiers sont une véritable mine d'information sur les gisements et les renseignements contenus débordent largement le cadre de la guerre (les présentations remontent fréquemment aux origines des gisements et des notes sur les techniques d'exploitation sont jointes).

Dans les dossiers du COMMB, on trouve quelques dossiers personnels de M. Fischbacher qui semble être le secrétaire général du COMMB. En revanche, il est certain que M. Fischbacher est envoyé un temps à Vichy pour le bureau du COMMB.

La loi du 12 septembre 1940 crée la lettre d'agrément. C'est un moyen de politique économique que se donne l'État pour guider et encourager les industriels. Délivrée par le Ministre de la production industrielle, la lettre d'agrément donne l'assurance, si la société entreprend une fabrication agréée, de trouver des débouchés pour les produits et facilite l'approvisionnement en matières premières. Le warrant industriel, institué par la loi en faveur des bénéficiaires de lettres d'agrément, leur permet d'assigner les produits de leurs fabrications agréées en garantie d'avances que pourront leur consentir les établissements de crédits. Par ailleurs, la lettre d'agrément permet d'obtenir le concours de la Caisse nationale aussi bien pour le financement du stock que pour le financement de la fabrication.

L'ordonnance du 22 juin 1944 du Gouvernement provisoire maintient les Comités d'organisation. Mais un administrateur provisoire doit y être nommé par arrêté ministériel et celui-ci doit être assisté d'un ou plusieurs comités consultatifs paritaires dont les membres sont désignés d'une part par les syndicats patronaux et d'autre part par les syndicats de cadres et d'ouvriers de la profession.

Des fondements du COMMB naît la Fédération des chambres syndicales des minerais et métaux bruts. Elle regroupe la Chambre syndicale des mines métalliques et divers groupements professionnels, notamment à la Chambre syndicale des fondeurs de plomb et au syndicat des producteurs de zinc. Les sections de la nouvelle chambre syndicale correspondent à celles instituées par le Comité d'organisation.

La fédération des chambres syndicales des minerais et métaux bruts (FMMB)

Si une Chambre syndicale des minerais et métaux bruts semble exister dans les années 1940, c'est en 1945, alors que tout le secteur se réorganise, qu'est créée la Fédération des minerais et métaux bruts à partir de l'organisation du COMMB. Se trouvent groupées dans cette nouvelle Fédération les chambres syndicales déjà existantes (CSMM, chambre syndicale des mines d'Algérie, Union des mines tunisiennes, Union syndicale des industries minières du Maroc, Chambre syndicale du zinc et du cadmium) et on vote la création pour la métropole de l'Union syndicale des mines métalliques métropolitaines (USMMM).

La FMMB crée à son tour deux chambres de fondeurs (plomb et zinc) et groupe les chambres syndicales minières :

- soit par substance (fluorine, bauxite, talc) ;
- soit par pays (la métropole, Algérie, Maroc, Tunisie).

Ce n'est qu'en 1953 que la Chambre syndicale des mines coloniales se rattache à la Fédération.

Adhèrent à la Fédération :

- le Syndicat général des affineurs de France ;
- l'Union des mines tunisiennes (démission en décembre 1960) ;
- le Syndicat national des fabricants français de produits réfractaires magnésiens ;
- l'Union syndicale des mines métalliques métropolitaines (1947-1974) ;
- la Chambre syndicale du cuivre ;
- la Chambre syndicale des mines métalliques ;
- la Chambre syndicale des mines métropolitaines de charbon ;
- la Chambre syndicale des mines coloniales et ses successeurs ;
- la Chambre syndicale des producteurs française de soufre et produits connexes ;
- la Chambre syndicale des mines d'Algérie (adhésion en 1945 ; démission en 1966) ;

En même temps que la Fédération des minerais et métaux bruts, il existe la Fédération des chambres syndicales des métaux qui exclut de son champ d'activité ce qui relève de la compétence de la Fédération des minerais et métaux bruts.

Le 12 juillet 1978, les deux Fédérations fusionnent et donnent naissance à la FMM.

La Chambre syndicale des minerais de spath-fluor, de baryum, de strontium et produits connexes

Le 18 décembre 1945 se tient l'assemblée générale constitutive de la Chambre syndicale qui adhère dès sa constitution à la Fédération des chambres syndicales des minerais et métaux bruts.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 27 mars 1946, il est décidé, entre autres, que les activités de la Chambre sont étendues aux activités connexes.

L'assemblée générale du 10 mai 1978 précise dans sa cinquième résolution que la chambre du spath adhèrera, dès sa constitution, à l'Union de syndicats qui sera formée par le regroupement de la FMMB et de la Fédération des chambres syndicales des métaux.

L'Union syndicale des mines métalliques métropolitaines (USMMM)

L'assemblée constitutive de l'USMMM a lieu le 21 septembre 1945, sous l'impulsion de la Fédération des chambres syndicales des minerais et métaux bruts. Initialement, l'Union groupe les adhérents de la Fédération des chambres syndicales des minerais et métaux bruts dont tout ou partie de l'activité s'exerce sur le territoire national et constitue le pendant de la CSMC.

La dissolution de l'USMMM est décidée lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 30 mai 1974. Le regroupement dans un même organisme des sociétés minières travaillant en France ainsi que des sociétés françaises ou à participation françaises exerçant leur activité hors de France ayant été décidé, la CSIM hérite des activités de la CSMM, du GIMMOM et de l'USMMM. Cependant, pour certaines substances, des chambres syndicales spécifiques sont maintenues (bauxite, fluorine / barytine, talc).

La Chambre syndicale des mines coloniales (CSMC)

L'assemblée constitutive de la CSMC, qui doit sa création à l'impulsion décisive de M. Bellanger, se tient le 19 avril 1945.

Selon l'article 2 des statuts « ce syndicat a pour objet l'étude et la protection des intérêts généraux de l'exploitation des matières minérales concessibles ou non et de la production des métaux bruts ».

La CSMC se compose de différentes sections :

- sections techniques :
 - section or et diamant
 - section étain, cuivre plomb, zinc, tungstène, argent, antimoine et métaux connexes
 - section charbon
 - section graphite, mica
 - section spéciale
- sections géographiques :
 - section Indochine
 - section AEF, Cameroun
 - section Madagascar
 - section Océanie
 - section AOF
 - section Guyane

En 1949, les statuts de la chambre sont modifiés pour permettre à la chambre syndicale d'accomplir la mission de centralisation des ventes d'or (à la place de la Caisse centrale de la France d'outre-mer).

L'Union syndicale des mines de la France d'outre-mer (USMFOM)

La CSMC devient le 14 juin 1956 l'USMFOM. Cette union syndicale englobe les chambres nouvellement créées (Madagascar et territoires d'outre-mer). En effet, la constitution du 5 octobre 1958 supprimant l'ancienne organisation du groupe de territoires de l'AOF, l'assemblée générale extraordinaire décide de dissoudre le syndicat des mines de l'AOF à dater du 22 mai 1959. Avant la dissolution, il est établi par convention que les sociétés adhérentes au syndicat des mines de l'AOF restent groupées au sein de l'USMFOM. la démarche est identique pour le syndicat des mines de l'AEF (dissout en décembre 1959).

Le Groupement des industries minières et métallurgiques d'outre-mer (GIMMOM)

L'accession à l'indépendance de la Tunisie et du Maroc, puis des républiques d'AEF, AOF, et de Madagascar font que la structure doit s'adapter. A la suite d'une assemblée générale extraordinaire, tenue le 8 février 1960, l'USMFOM modifie donc ses statuts et prend le nom de GIMMOM. Les modifications essentielles sont les suivantes :

- le terme de « groupement » est préféré au terme de « syndicat », moins suggestif et plus souple, mais de fait, des syndicats de sociétés sont directement affiliés au GIMMOM ;
- alors que l'USMFOM groupait des membres exerçant leurs activités dans les territoires d'outre-mer, à l'exception de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, ou à l'étranger, le GIMMOM rassemble désormais les sociétés exerçant hors du territoire métropolitain de la République française (donne une définition plus large du champ des activités dans lequel l'Afrique du Nord est désormais comprise).

Le GIMMOM adhère à la Fédération des chambres syndicales des minerais et métaux bruts en 1964.

Une restructuration professionnelle a lieu le 30 mai 1974 et aboutit au regroupement dans un même organisme des sociétés minières travaillant en France ainsi que des sociétés françaises ou à participation française exerçant leur activité hors de France : la CSIM naît de la fusion entre la CSMM, l'USMMM et le GIMMOM.

Cependant, le GIMMOM n'est pas dissout : il continue à effectuer, sans but lucratif, la vente des lots d'or qui lui sont envoyés par ses adhérents. Cette tâche, qui lui a été dévolue par la Banque de France, consiste à prêter son concours, gratuit pour la vente de l'or produit par certains de ses adhérents. Le GIMMOM ne conserve alors que ceux de ses adhérents qui y ont convenance.

Des attributions dépassant le cadre de la coordination et de la défense des adhérents sont confiées à la CSMC. Les pouvoirs publics s'appuient sur le réseau constitué par la Chambre syndicale.

Les pouvoirs publics (c'est-à-dire le ministère de la France d'outre-mer) ayant chargé la CSMC de réceptionner et vendre l'or en provenance des territoires d'outre-mer, la « Commission achat de l'or » est créée par le bureau lors de la réunion du 26 janvier 1949. Cependant, les ventes sont faites sous le contrôle de la Banque de France, seule habilitée à délivrer les licences d'importation de l'or. La Chambre syndicale a la charge de toutes les opérations (réception, transit, titrage, affinage, lingotage et vente) et pour le compte des producteurs et des importateurs, tout bénéfice lui étant interdit sur ces opérations.

Lors de la réunion du 26 janvier 1949, le bureau décide également que les ventes feront l'objet d'une péréquation trimestrielle, dans le but d'allouer aux producteurs et importateurs un prix moyen unique pour toutes les ventes de chaque trimestre. Outre le dossier de la première péréquation (1949) et celui du premier trimestre de 1963, on trouve dans le fonds des dossiers très intéressants sur la vente d'or.

En 1952, la Commission change de nom et prend celui de la « Commission de la vente de l'or ».

Le président de cette commission est le président de la section « or-diamants ».

Concernant la vente de diamants, les attributions de la CSMC dépasse également le simple lobbying et recouvre des actions concrètes telles que l'aide à l'achat de matériel.

Par circulaire en date du 21 février 1947, le Ministre de la France d'outre-mer précise les conditions dans lesquelles les entreprises productrices de diamants, exerçant leur activité outre-mer, peuvent bénéficier de mesures leur permettant d'acheter à l'étranger du matériel d'équipement en contre-partie de 10% des devises rapatriées par leurs exportations de diamants. L'idée est de faire bénéficier, à titre d'essai, l'industrie minière productrice de diamants de mesures mettant à disposition des producteurs une partie des devises rapatriées par eux. Ces devises doivent être exclusivement utilisées pour l'achat de matériels d'équipement et de modernisation des chantiers d'exploitation minière de diamants.

En application de cette décision, un compte courant « Crédit équipement » est ouvert par la Chambre syndicale des mines coloniales au nom de chaque producteur. Ce compte fonctionne comme compte d'engagement de dépenses. Les crédits non engagés dans l'année qui suit la date de rapatriement des devises constituent la masse commune répartie par la CSMC.

La Chambre syndicale des industries minières (CSIM)

La CSIM se constitue le 30 mai 1974 à partir de la Chambre syndicale des mines métalliques et des adhérents du GIMMOM et de l'USMMM, sauf opposition formelle de leur part. Elle regroupe dans un seul organisme un vaste ensemble d'activités minières, hors des charbonnages de France et des mines de fer, sans distinction entre celles exercées en France et celles exercées hors de France, par des sociétés françaises ou comportant des participations françaises, exception faite de certaines substances pour lesquelles les chambres syndicales spécifiques sont maintenues : bauxite, fluorine/barytine, talc.

La CSIM adhère à la FMM dès sa création et siège au 30, avenue de Messine.

La Fédération des chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux (FMM)

La FMM est créée le 12 juillet 1978 par le regroupement des chambres syndicales qui réunissent les producteurs de minerais divers, de métaux non ferreux et de demi-produits de ces métaux non ferreux. Ces chambres syndicales étaient auparavant membres de deux fédérations distinctes : la Fédération des minerais et métaux bruts et la Fédération des chambres syndicales des métaux.

Alors que les problèmes d'approvisionnement de la France et de l'Europe sont perçus de façon de plus en plus aiguë, et alors que le maintien et le développement des industries de base (mines, métallurgie, et 1^{ère} transformation) risquent d'être compromis dans ces pays, il paraît indispensable à ce secteur d'activités de former un organisme représentatif de tout l'ensemble professionnel concerné.

Entrant dans la vocation des organismes professionnels, la FMM réunit une quinzaine de chambres et joue un rôle d'information, en matière de :

- législation économique et minière en France et dans les principaux pays miniers ;
- réunions internationales sur les matières premières ;
- travaux du CNPF/MEDEF et de ses commissions spécialisées.

Il est par ailleurs à noter que la Fédération participe aux travaux des organismes nationaux et internationaux qui élaborent cette information.

La Fédération constitue également vis-à-vis de la puissance publique et de la communauté internationale un relais de réflexion et d'action.

Des chambres sont gérées et administrées directement par la FMM (comme le SAF depuis le début des années 1980).

La communication avec les entreprises est assurée par le *Bulletin d'informations professionnelles*.

La Fédération participe avec les organismes homologues des autres pays membres du marché commun au Comité de liaison des industries de métaux non ferreux de la Communauté européenne qui agit auprès des instances de Bruxelles.

L'Association française interprofessionnelle du cadmium (AFIC)

La Chambre syndicale du zinc et du cadmium, membre de la FMM, adhère à cette association, créée le 26 avril 1988 dans le cadre de la loi de 1901, qui appartient elle-même à la FMM.

À dose élevée et sous certaines formes, le cadmium peut se révéler nuisible à la santé de l'homme et sa récupération fait l'objet d'une procédure industrielle très organisée.

Les industriels choisissent de dialoguer sur les nuisances du cadmium et créent en 1988 l'Association française interprofessionnelle du cadmium, marque d'un changement d'orientation dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et de la santé.

Lors de sa création, l'AFIC se fixe deux objectifs immédiats :

- la quantification des flux de cadmium transitant en France par le truchement de l'industrie métallurgique ;

l'étude de la toxicologie du métal et de ses composés.

L'Association interprofessionnelle du plomb (AIP)

À l'image de ce qui a été réalisé pour les industriels du cadmium, il existe une association interprofessionnelle du plomb. Il s'agit, comme pour le cadmium, d'une structure légère, dont les frais généraux sont réduits et dont le budget est essentiellement consacré aux actions ou études scientifiques.

Le Comité de liaison des industries de métaux non ferreux de la Communauté européenne

Créé le 13 juin 1957, le Comité de liaison des industries de métaux non ferreux de la communauté européenne représente l'industrie minière, l'industrie de première et de seconde fusion ainsi que la transformation de tous les métaux non ferreux de la Communauté européenne.

Comportant des sections verticales par métal et des commissions horizontales pour certains problèmes généraux, le Comité :

- assure une liaison permanente avec les institutions officielles de la Communauté européenne ;
- étudie les problèmes qui se posent dans le cadre de la CEE en rapport avec le secteur des industries de métaux non ferreux ;
- coordonne les prises de positions et démarches des industries de métaux non ferreux des pays de la CEE et favorise par des études et des échanges de vue une attitude commune.

Le Comité est en contact avec la Communauté européenne et ses services ainsi qu'avec l'Union des industries de la Communauté.

Jusqu'au 1^{er} janvier 1968, le Comité siège à Paris, date à laquelle le Comité s'installe à Bruxelles afin de se rapprocher des institutions européennes.

Une cotisation d'un montant égal est payée par la Chambre syndicale des métaux et la Fédération des minerais et métaux bruts.

Le 30 novembre 1960, une section des métaux précieux est créée.

Le suivi de la réglementation est au cœur des activités du Comité de liaison.

Mode de classements, éliminations

Ce fonds II comprend plusieurs sous-fonds, très imbriqués et difficiles à distinguer les uns des autres :

- le fonds de la Chambre syndicale [française] des mines métalliques ;
- le fonds de la Chambre syndicale des métaux ;
- le fonds de l'Union syndicale des mines marocaines ;
- le fonds du Syndicat général des affineurs de France ;
- le fonds de la Chambre syndicale française des producteurs d'or ;
- le fonds du Comité d'organisation des industries de demi-produits en métaux et alliages non ferreux ;
- le fonds du Comité d'organisation des minerais et métaux bruts ;
- le fonds de la Fédération des chambres syndicales des minerais et métaux bruts ;
- le fonds de la Chambre syndicale des minerais de spath-fluor, de baryum, de strontium et produits connexes ;
- le fonds de l'Union syndicale des mines métalliques métropolitaines ;
- le fonds de la Chambre syndicale des mines coloniales (devient ensuite USMFOM puis GIMMOM) ;
- le fonds de la Chambre syndicale des industries minières ;
- le fonds de la Fédération des chambres syndicales des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux ;
- le fonds du Comité de liaison des industries de métaux non ferreux de la Communauté européenne.

La présence de ces différents fonds s'explique par le fait que la Fédération des chambres syndicales des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux est l'héritière, en filiation plus ou moins directe, de ces fédérations et chambres syndicales.

Les dossiers classés représentent 29 mètres linéaires.

Les dossiers « plans métaux », constitués de documents très sériels et représentant une masse de 15 mètres linéaires, seront traités ultérieurement.

Seuls les doubles ont été éliminés ainsi que les factures de gestion courante du LATRAM⁸ (1979-1985). L'ensemble éliminé représente 10 mètres linéaires.

Sources complémentaires

Le chercheur pourra consulter avec profit les sources complémentaires suivantes au CAMT :

- le fonds du MEDEF (72 et 98 AS) ;
- le fonds du Comité des forges de France (41 AS) ;
- les fonds d'autres organisations patronales tels que Texnord (1996 110) et le Syndicat patronal de la région d'Armentières (1994 007).

⁸ Le LATRAM est le groupement des lamineurs et transformateurs d'aluminium mince.

Bibliographie

Ouvrages généraux d'histoire économique

BRAUDEL F. et LABROUSSE E., *Histoire économique et sociale de la France*, Paris : PUF, tome IV, vols. 1 et 2 : 1880-1950, et vol. 3 : 1950-1980, coll. « Quadrige », 1993, 1847 p.

CARON F., *Histoire économique de la France, XIX^e-XX^e*, Paris : Armand Colin, 1981, 320 p.

FRIDENSON P. et STRAUS A. (dir), *Le Capitalisme français, XIX^e-XX^e siècle, blocages et dynamismes d'une croissance*, Paris : Fayard, 1987.

GUESLIN A., *L'Etat, l'économie et la société française, XIX^e-XX^e siècle*, Paris : Hachette, coll. « Carré Histoire », Paris, 1992.

Industrie et entreprises

ALLARD P., BEAUD M., LEVY A.-M. et LIENARD S., *Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France*, Paris : Le Seuil, 1978, 367 p.

BEAUD M., DANJOU P., DAVID J., *Une multinationale française, Pechiney, Ugine Kuhlmann*, Paris : Le Seuil, 1975, 288 p.

Sciences et techniques

BELTRAN A. et GRISET P., *Histoire des techniques aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris : Armand Colin, 1990, 190 p.

DAUMAS M., *Histoire générale de la science*, Paris : Gallimard, 1957.

DAUMAS M., *Histoire générale des techniques*, Paris : PUF, tome IV, 1979.

La métallurgie

GARÇON A.-F., *Mine et métal, 1780-1880, les non-ferreux et l'industrialisation*, Rennes : PUR, 1998, 276 p.

GILLE B., *Histoire de la métallurgie*, PUF : Paris, 1966, 126 p.

HACHEZ-LEROY F., *L'Aluminium français l'invention d'un marché, 1911-1983*, Paris : CNRS éd., 1999, 376 p.

HOCHEID B., *La métallurgie*, PUF : Paris, 1970, 126 p.

Le patronat

LEFRANC G., *Les organisations patronales en France, du passé au présent*, Paris : Payot, 1976, 420 p.

WEBER H., *Le parti des patrons, le CNPF (1946-1986)*, Paris : Le Seuil, 1986, 444 p.

Le site Internet de la FMM www.mineraux-et-metaux.org propose de nombreux liens vers les adhérents.

TABLE DES ABRÉVIATIONS

ADOSC : Association pour le développement des œuvres sociales coloniales
AESI : Association des entreprises sinistrées d'Indochine
AEF : Afrique équatoriale française
AFIC : Association française interprofessionnelle du Cadmium
AFNOR : Association française de normalisation
ANRED : Agence nationale pour la récupération des déchets
AOF : Afrique occidentale française
AIP : Association interprofessionnelle du plomb
BIP : Bulletin d'information professionnel
BEGM : Bureau d'études géologiques et minières
BEGMC : Bureau d'études géologiques et minières coloniales
BRGM : Bureau de recherches géologiques et minières
BRPM : Bureau de recherches et de participation minières
BUMIFOM : Bureau minier de la France d'outre-mer
CAROM : Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs
CEE : Communauté économique européenne
CSIM : Chambre syndicale des industries minières
CELPUF : Comité d'étude et de liaison du patronat de l'union française
CNPF : Conseil national du patronat français
COMMB : Comité d'organisation des minerais et métaux bruts
CSIM : Chambre syndicale des industries minières
CSM : Chambre syndicale des métaux
CSMM : Chambre syndicale des mines métalliques
CSMC : Chambre syndicale des mines coloniales
DEMP : Direction générale de l'énergie et des matières premières
FCSM : Fédération des chambres syndicales des métaux
FCSMMB : Fédération des chambres syndicales des minerais et métaux bruts
FMM : Fédération des minerais et métaux non ferreux
FMMB : Fédération des chambres syndicales des minerais et métaux bruts
GATT : *General agreement on tariffs and trade* (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)
GESOL : Groupe intersyndical de l'énergie solaire
GIE : Groupement d'intérêt économique
GIMMOM : Groupement des industries minières et métallurgiques d'outre-mer
INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques
ISO : *International standard organization*
OECE : Organisation européenne de coopération économique
SAF : Syndicat général des affineurs de France
SOCAMUFOM : société de cautionnement pour la France d'outre-mer
TEA : *Trade Expansion Act* (loi sur l'expansion du commerce)
TPC : *Technical progress committee*
UIAOM : Union intersyndicale de l'agriculture d'outre-mer
UIMM : Union des industries et métiers de la métallurgie
UNICE : Union des industries de la communauté européenne
USEIC : Union syndicale des entrepreneurs et industriels de Cochinchine
USM : Union syndicale des mines
USMFOM : Union syndicale des mines de la France d'outre-mer
USMM : Union syndicale des mines métropolitaines
USPI : Union syndicale des entrepreneurs et industriels de Cochinchine

SOMMAIRE

Chambre syndicale [française] des mines métalliques (CSMM)	2000_030_001 à 042
Fonctionnement	2000_030_001 à 011
Adhérents	2000_030_012 à 018
Activités	2000_030_019 à 034
Activités générales	2000_030_019 à 025
Activités spécifiques aux mines de plomb et de zinc	2000_030_026 à 034
Documentation et bibliothèque	2000_030_035 à 042
Chambre syndicale des métaux (CSM)	2000_030_043 à 069
Fonctionnement	2000_030_043 à 048
Adhérents	2000_030_049 à 054
Activités	2000_030_055 à 069
Union syndicale des mines marocaines	2000_030_070 à 073
Fonctionnement	2000_030_070 à 071
Adhérents	2000_030_072
Activités	2000_070_073
Syndicat général des affineurs (SAF)	2000_0030_074 à 082
Fonctionnement	2000_030_074 à 080
Adhérents	2000_030_081
Activités	2000_030_082
Chambre syndicale française des producteurs d'or	2000_030_083
Comité d'organisation des industries de demi-produits en métaux et alliages non ferreux	2000_030_084
Comité d'organisation des minerais et métaux bruts (COMMB)	2000_030_085 à 113
Fonctionnement	2000_030_085 à 087
Activités	2000_030_088 à 113
Fédération des chambres syndicales des minerais et métaux bruts (FMMB)	2000_030_114 à 127
Fonctionnement	2000_030_114 à 127
Adhérents	2000_030_128
Activités	2000_030_129 à 137
Chambre syndicale des minerais de spath-fluor, de baryum, de strontium et produits connexes	2000_030_138 à 154
Fonctionnement	2000_030_138 à 146
Adhérents	2000_030_147 à 148
Activités	2000_030_149 à 154
Union syndicale des mines métalliques métropolitaines (USMMM)	2000_030_155 à 160
Fonctionnement	2000_030_155 à 157
Adhérents	2000_030_158
Activités	2000_030_159 à 160
Chambre syndicale des mines coloniales (CSMC)	2000_030_161 à 205
Fonctionnement	2000_030_161 à 180
Adhérents	2000_030_181 à 186
Activités	2000_030_187 à 204
Documentation	2000_030_205
Chambre syndicale des industries minières (CSIM)	2000_030_206 à 207
Fonctionnement	2000_030_206
Activités	2000_030_207

Fédération des chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux (FMM)**2000_030_208 à 218**

Fonctionnement	2000_030_208 à 210
Adhérents	2000_030_211 à 214
Activités	2000_030_215 à 217
Bibliothèque	2000_030_218

Comité de liaison des industries de métaux non ferreux de la Communauté européenne**2000_030_219 à 230**

Fonctionnement	2000_030_219 à 221
Adhérents	2000_030_222
Activités	2000_030_223 à 230

RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE

CHAMBRE SYNDICALE [FRANÇAISE] DES MINES MÉTALLIQUES (CSMM)

FONCTIONNEMENT

2000_030_001 à 006	Assemblées générales.	1909-1974
001 à 004	Convocations, listes des présents, ordres du jour, procès-verbaux, statuts, listes des résolutions, rapports lus en séance, listes des membres du bureau, comptes de recettes et de dépenses, bilans financiers, budgets prévisionnels, coupures de presse, notes, notes manuscrites, correspondance.	1909-1974
001	1909-1921.	
002	1922-1934.	
003	1935-1941.	
004	1944-1974.	
005	Rapports présentés aux assemblées générales ordinaires (1914 ; 1920-1924 ; 1926-1938) [publiés].	1914-1938
006	Circulaires diffusant les textes d'exposés présentés lors des assemblées générales.	1952-1960
2000_030_007	Bureau, réunions : convocations, ordres du jour, listes des présents, comptes rendus, coupures de presse, notes, notes manuscrites, statistiques, correspondance (1909-1941) ; élections des membres du bureau : liste des membres réélus de 1922 à 1933, liste des membres à réélire de 1934 à 1939 (1933).	1909-1941
2000_030_008 à 010	Réunions des commissions, des exploitants des mines de plomb, de zinc, d'antimoine, des sections, réunions plénières : feuilles de présence, comptes rendus, procès-verbaux, coupures de presse, notes, notes manuscrites, correspondance, résolutions, memorandum, documents de travail.	1909-1941
008	1909-1932.	
009	1933-1936.	
010	1937-1941.	

2000_030_011

Relations avec divers organismes. – Bureau de documentation de l'École nationale supérieure des mines⁹ : circulaires de la Chambre, coupures de presse, correspondance (1935-1937). Correspondance échangée avec la Confédération générale du patronat français, l'administration, les Chambres syndicales (des fondeurs de plomb, fondeurs de zinc, des métaux, mines d'Algérie, intérêts miniers de la Tunisie), les groupements d'importations et de répartitions des minerais de plomb et de zinc (1940), M. Grison, membre de la Chambre, mobilisé, M. Ledoux, président de la Chambre syndicale, des correspondants divers (1940).

1935-1940

ADHÉRENTS

2000_030_012 à 017

Correspondance avec les exploitants.

1895-1940

012 à 016 1895-1938.

012 A-C.

013 D-K.

014 L-N.
[à noter, la correspondance avec les ministères].

015 O à R.

016 S à Z.

017 1939-1940 (A à Z).

2000_030_018

Activités des membres : rapports d'assemblées générales de sociétés membres.

1936-1945

Voir également le fonds de l'Union syndicale des mines marocaines.

ACTIVITÉS

Activités générales

2000_030_019 à 021

Circulaires produites par la Chambre.

1909-1925

019 10 mai 1909-28 octobre 1911.

020 7 novembre 1911-10 décembre 1910.

021 12 décembre 1913-février 1925.

Voir également la Fédération des chambres syndicales des minerais et métaux bruts, cotes 2000_030_121 à 127.

2000_030_022

Régime douanier. – Industrie minérale des colonies, réglementation : proposition de modification du régime douanier de l'Indochine (1929), documents de travail (1929-1930). Projet de nomenclature douanière unifiée à la suite d'une des résolutions de la Conférence économique de Genève en 1927 : circulaire de la Chambre (juin 1933), correspondance (1933).

1929-1933

⁹ Organisé par le décret du 26 novembre 1935, se rattachant aux services de statistiques et de documentation du ministère des travaux publics, ce bureau doit recueillir et publier tous les renseignements sur les tonnages produits, les tonnages importés et exportés, la circulation, la consommation aux lieux de production, aux frontières douanières et aux lieux de consommation des produits énumérés dans la loi des mines, pour le territoire métropolitain ainsi que pour les colonies, protectorats et territoires sous mandat.

2000_030_023

Production, consommation et prix des métaux non ferreux. – Projet de Société nationale de recherches de mines métalliques : projet de statuts, correspondance (1940). Projet d'unification des statistiques : correspondance, texte abrégé relatif aux statistiques économiques internationales, notes manuscrites (1933). Relevé de la production et des prix : notes, statistiques, coupures de presse, brochures (1929-1939). Prix du plomb et du zinc, réunions de travail de la Chambre : convocations, procès-verbaux, documents de travail, notes manuscrites, correspondance (1918-1919).

1918-1940

2000_030_024

Questions relatives au personnel. – Salaires, enquête (janvier 1918) : correspondance, proposition transactionnelle présentée par le Ministre du travail (janvier 1918). Conditions de travail, enquête de la Chambre (avril 1919) : réponses des adhérents (1919). Conditions de travail dans l'industrie extractive, négociations : correspondance, projet de règlement de l'administration publique, notes (1925-1926).

1918-1926

2000_030_025

Régime fiscal des mines métalliques, négociations : notes, correspondance, coupures de presse, coupures du Journal officiel, circulaires du Comité central de France, décret du 30 novembre 1939 relatif à la limitation des bénéfices des entreprises industrielles et commerciales (1935-1940).

1918-1940

Activités spécifiques aux mines de plomb et de zinc

2000_030_026 à 028

Convocations aux réunions, correspondance avec les adhérents, les chambres syndicales (fondeurs de plomb, métaux, Maghreb), le Parlement, le gouvernement et l'administration, le président de la Chambre syndicale, correspondance diverse.

1931-1938

026 1931-1933.

027 1934-1935.

028 1936-1938.

2000_030_029 à 031

Législation et accords.

1932-1940

029 à 030 Textes de lois, décrets et circulaires P.Z.¹⁰ de la Chambre.

1932-1938

029 1932-mai 1933.

030 octobre 1933-1938.

031 Approbation de l'accord du 25 mai 1935 par les différents exploitants de la Chambre¹¹ : correspondance ; accords sur la production entre la Chambre et les producteurs de zinc : Journal officiel, notes, comptes rendus de réunions de la section « mines de zinc », statistiques sur les primes des fondeurs, correspondance (1935-1938) ; révisions de la formule d'achat des minerais de zinc et de plomb : correspondance (1940) ; proposition de loi du 6 février 1934, coupures de presse (1932-1934), vœux émis par les groupes de la Chambre (1934), notes, vœux émis par le Congrès d'Alger¹².

1932-1940

¹⁰ Les circulaires adressées aux exploitants de mines de plomb et de zinc seuls, et non à l'ensemble des adhérents de la Chambre syndicale, portant à compter de novembre 1935, un numéro d'ordre spécial et le numéro est précédé des lettres PZ.

¹¹ De cette approbation découle l'engagement pour les sociétés de verser à la Chambre syndicale française des mines métalliques un pourcentage sur les primes touchées, pour les besoins de ses services administratifs et comptables.

¹² Le Congrès d'Alger (intitulé « Congrès des intérêts miniers Nord- Africains ») se tient le 21 octobre 1931.

032 Étude des barèmes (primes et ristournes) accordées au plomb, zinc et antimoine : tableaux, statistiques (1932), notes (1932-1935), graphiques de variation des primes de base allouées (1935-1939) ; cotation des métaux : coupures de presse (1933) ; contrôle et répartition des primes : circulaires de la Chambre sur l'arrêté du 30 octobre 1935¹³, instruction de la Direction des Mines du Ministère des travaux publics (novembre 1935) ; partage avec l'État des bénéfices des sociétés ayant reçu des primes en 1935 ou 1936 : notes de la Chambre (1936) ; versement syndical des exploitants bénéficiaires à la Chambre : statistiques, correspondance (1936-1937).

1932-1939

033 Correspondance.

1935-1939

2000_030_034

Documentation. – Situation minière du plomb et du zinc : notes (1932). Réglementation, protection de la production industrielle et agricole : texte de lois (1931-1934), avenant à l'accord commercial franco-belge (octobre 1933), notes sur la protection des mines et usines de plomb à l'étranger (1932-1936), divers (1931-1938). Société Plomizinc¹⁴ : convention générale et statuts, procès-verbal de l'assemblée constitutive, décret-loi du 31 mai 1939¹⁵, programme de préparation de l'exploitation des gisements de zinc et de plomb (septembre 1939), bulletin de souscription, correspondance (1939-1940).

1932-1940

DOCUMENTATION ET BIBLIOTHÈQUE

2000_030_035 à 036

Transvaal Chamber of Mines [Afrique du Sud]¹⁶.

1912-1940

035 à 039 Rapports annuels [publiés, anglais], discours des présidents de la Chambre prononcés lors des assemblées générales¹⁷, comptes rendus des assemblées générales¹⁸.

1912-1940

035 1912-1913.

036 1914-1917.

037 1918-1922.
[à noter, « *Report of the executive Committee* » pour les années 1920, 1921, 1922].

038 1923-1930.
[à noter, *The wage position on the Witwatersrand Gold mines*, publié par le Comité des producteurs d'or de la Chambre des Mines du Transvaal (anglais, 1926)].

039 1931-1940.

¹³ L'arrêté du 30 octobre 1935 organise l'application de la loi du 24 juillet 1935 portant ouverture d'un crédit destiné à venir en aide aux exploitants de mines de plomb et de zinc.

¹⁴ Société anonyme dont l'objet est l'aménagement des mines de plomb et de zinc.

¹⁵ Décret-loi relatif à la production des substances minérales nécessaires à la défense nationale.

¹⁶ En 1887, la Chambre des Mines du Transvaal était formée avec les objectifs suivants :

« *To collect, arrange and from time to time publish information connected with the mining industries of the Transvaal, and particularly of the Witwatersrand Gold Fields, and to watch over and promote those industries generally ; to arrange for scientific and technical papers to be read before members ; and to confer with the Diggers' Committee on the matters of interest.* »

¹⁷ Discours (traduction française) présentés lors des assemblées générales des années 1915-1934 (manquent les années 1920-1921 et 1928).

¹⁸ Comptes rendus des assemblées générales des années 1935-1940.

040 *Boards of reference, boards of conciliation and arbitration awards, vol. 1 1917-1919, Johannesburg, 1920, 137 p. (anglais) ; Agreements and recommendations relating to pay and working conditions of officials and european employees of the Witwatersrand gold mining companies and coal mining companies, Johannesburg, 1920, (anglais).*

1920

2000_030_041

Transport des minerais de fer du Canigou à Port-Vendres, par J.-E. Giraud, ingénieur, 34 p. (1910). Extraits textuels de recueil de documents relatifs à l'exploitation des mines métalliques du département de l'Aveyron, 28 p. (1847). El oro en el Peru, por Jorge Hohagen, Boletín del Cuerpo de Ingenieros de minas del Peru, Lima, 156 p. (1937). Le manganèse de la Matte, étude publiée par la société du « Manganèse de la Matte » (1936). Deuxième salon de la France d'outre-mer (23 novembre-10 décembre 1939, Paris) : règlements généraux du salon, bulletin d'adhésion, catalogue du premier salon (1935-1939) [à noter : deux affiches couleurs (99 x 61 cm), une affiche monochrome (30 x 26,5 cm)]. Conférence « Remarques sur les conditions d'exploitation des mines métalliques canadiennes » par B. Schwartz, professeur à l'école des Mines de Nancy : texte de l'intervention (1951). Mines métalliques et laveries américaines (1945-1946), par P. Audibert [1946]. Note de J.-E. Capdeville, ingénieur, sur « les dispositifs magnétiques dans le matériel moderne ». Statut du personnel des exploitations minières et assimilées, édité par les Charbonnages de France (1947).

1847-1955

2000_030_042

Fourniture. – Publicité pour la plieuse agrafeuse Pacta de la Société Blanca : notes descriptives, quatre tracts publicitaires, trois spécimens de sacs pliés et agrafés avec la plieuse-agrafeuse (1951). Échantillons de papier cristal s.d. [1945-1960].

s.d. [1945-1960]

CHAMBRE SYNDICALE DES MÉTAUX (CSM)

FONCTIONNEMENT

2000_030_043	Assemblées générales : procès-verbaux (1938-1964), rapports d'activités (1945-1964).	1938-1964
2000_030_044 à 048	Conseil d'administration, réunions : procès-verbaux.	1924-1958
044	2 mai 1924 - 7 janvier 1927.	
045	4 février 1927 - 26 mai 1933.	
046	30 juin 1933 - 27 mars 1939.	
047	24 avril 1939 - 22 décembre 1948.	
048	28 janvier 1949 - 31 janvier 1958.	

ADHÉRENTS

2000_030_049 à 051	Mouvement des adhérents.	1896-1979
049 à 050	Correspondance, statuts, documentation.	1896-1979
049	A – L.	
050	M – V.	
051	Démission de membres : correspondance, brochures, statuts, coupures de presse.	1933-1979

Pour les cotisations, voir également la cote 2000_030_211.

2000_030_052 à 054	Activités des adhérents.	1945-1983
052 à 053	Chambre syndicale des courtiers et négociants importateurs de métaux non ferreux ¹⁹ , publication : <i>Informations professionnelles</i> .	1946-1976
052	1946-1966. [à noter, des demandes de renseignements sur l'exportation de la production (1964-1965)].	
053	1967-1976.	
0054	Centre interprofessionnel des métaux non ferreux de deuxième fusion, constatation des prix des métaux : circulaires (1976-1983) ; correspondance (1945-1974).	1945-1983

¹⁹ À partir du 22 mai 1964, la Chambre prend l'appellation de « Chambre syndicale du commerce international ».

ACTIVITÉS

2000_030_055	Circulaires produites par la CSM (1940-1942 ; 1945-1976).	1940-1976
2000_030_056 à 069	Publications professionnelles.	1969-1996
056 à 062	<i>Informations professionnelles</i> , mémentos fiscaux mensuels, documentation hebdomadaire.	1969-1984
056	1969-1972.	
057	1973-1974.	
058	1975-1976.	
059	1977-1978 ²⁰ .	
060	1979-1980.	
061	1981-1982.	
062	1983-1984.	
063 à 068	<i>Bulletins d'informations professionnelles</i> ²¹ .	1985-1996
063	1985-1986.	
064	1987-1988. [à signaler, <i>Industrie des métaux non ferreux magazine</i> (juillet 1987) ; comptes rendus d'activité de la Fédération de 1986 et 1987].	
065	1989-1990. [à signaler, comptes rendus d'activités de la FMM de 1988 et 1989].	
066	1991-1992.	
067	1993-1994.	
068	1995-1996.	
069	<i>Bulletins Mines</i> .	1982-1984

²⁰ La Chambre syndicale des métaux devient FMM en 1978.

²¹ Succède à *Informations professionnelles*.

UNION SYNDICALE DES MINES MAROCAINES

FONCTIONNEMENT

2000_030_070

Assemblées générales : rapports présentés (1931-1932 ; 1934-1938) [publiés]. Comité de direction et assemblées générales : convocations, procès-verbaux, dahirs²², rapports, notes, correspondance (1926-1940). Correspondance reçue par M. du Vivier du Streel²³ de M. Long²⁴ [à signaler, procès verbaux de réunions de l'Union syndicale de septembre et novembre 1940]. Rapport présenté au Conseil supérieur des colonies par M. du Vivier du Streel (1930).

1926-1940

2000_030_071

Relations avec les autorités. – Commission des mines du protectorat, réunions : procès-verbaux [à signaler, listes des membres du comité de direction et du comité local, prorogations de permis d'exploitation (1929-1939)]. Bureau chérifien de recherches et de participations minières : notes, rapports, mémorandum, notes, coupures de presse, documents de travail, correspondance (1929-1930). Demande de renseignements sur l'Union syndicale par la Préfecture de la Seine : correspondance (1941).

1929-1941

ADHÉRENTS

2000_030_072

Adhésions et démissions : correspondance, statuts des adhérents, coupures de presse, questionnaires, liste des adhérents et sympathisants, liste des titulaires de recherches au Maroc.

1927-1941

ACTIVITÉS

2000_030_073

Suivi de la réglementation : lois, décrets, dahirs, arrêtés, instructions, Journal officiel, *Bulletin officiel du protectorat*, notes manuscrites, correspondance, rapport présenté à l'assemblée générale de l'Union syndicale (1937), documents de travail (1924-1939). Coordination des transports marocains : rapport de la Chambre des députés (1935), coupures de presse, notes de l'Union (1936). Explosifs, imposition : coupure de presse, rapport de l'Union présentés à l'Assemblée générale, notes de travail (1935). Industrie minière au Maroc, information : rapports, coupures de presse, cartes du Maroc, tableaux de statistiques, correspondance (1927-1934).

1924-1939

²² Dahir : décret du roi du Maroc.

²³ M. du Vivier du Streel est président de l'Union syndicale des mines marocaines. M. Long, resté à Casablanca, tient au courant de la situation des mines marocains M. du Vivier du Streel, parti à Vichy.

²⁴ M. Long est le représentant des mines d'Aouli.

SYNDICAT GÉNÉRAL DES AFFINEURS DE FRANCE (SAF)

FONCTIONNEMENT

- 2000_030_074** Statuts : statuts, projets de modifications, circulaires aux adhérents (1942-1959). Assemblées générales : feuilles de présence, comptes rendus, rapports, liste des membres du syndicat en 1942 (1941-1980).
1941-1980
- 2000_030_075** Conseil d'administration, réunions : convocations, feuilles de présence, procès-verbaux.
1979-1985
- 2000_030_076 à 077** Comité directeur, réunions : convocations, ordres du jour, feuilles de présence, notes manuscrites, procès-verbaux, correspondance.
1946-1980
- 076** 1946-1959.
- 077** 1960-1980.
- 2000_030_078** Commissions, réunions : convocations, feuilles de présence, procès-verbaux, correspondance.
1945-1974
- Commission des statuts [à noter, projets de modifications des statuts] (1945-1974).
 - Commission sociale (1946-1960).
 - Commission d'études financières et fiscales (1946-1969).
 - Commission d'importation (1946).
 - Ensemble des commissions (1948 ; 1951).
 - Réunions des présidents et rapporteurs de sections (1946 ; 1951).
- 2000_030_079** Sections, réunions des groupes de travail : convocations, feuilles de présence, comptes rendus, notes manuscrites, statistiques, correspondance.
1973-1987
- Section « aluminium » (1980-1987).
 - Section « zinc » [à noter, coupures de presse] (1973-1982).
 - Section « alliages cuivreux » (1979-1983).
 - Section « soudure filée » (1977).
- 2000_030_080** Divers. – Conseil de discipline²⁵, réunions : convocations, rapports, procès-verbaux, correspondance (1947-1960). Relations avec la Préfecture de la Seine : correspondance, statuts du SAF, liste des membres du Bureau, liste des membres du conseil d'administration (1932-1980).
1932-1980

ADHÉRENTS

- 2000_030_081** AFFI-IMPORT ²⁶. – Assemblées générales²⁷ : convocations, ordres du jour, feuilles de présence, procès-verbaux, rapports, correspondance, registre de signatures des membres (1973-1978). Réunions : ordres du jour, procès-verbaux (1971-1977). Relations avec d'autres groupes européens d'achat : correspondance (1973-1974). Déchets de métaux, importations et exportations : statistiques (1976).
1971-1978

²⁵ À partir de 1952, le conseil de discipline examine également les demandes d'adhésion.

²⁶ Affi-Import est un GIE.

²⁷ Le 26 mai 1977, a lieu la dissolution anticipée du groupement et la mise en liquidation amiable ; l'assemblée générale de clôture se réunit le 18 juillet 1978.

ACTIVITÉS

2000_030_082

Suivi de la réglementation : textes officiels, circulaires de la SAF, comptes rendus de réunions (1969-1974), correspondance. Relations avec la direction de l'hygiène et de la sécurité publique de la préfecture de police : correspondance (1971-1972). Proposition de membres²⁸ du SAF à la Légion d'honneur : correspondance, mémoires de propositions pour la Légion d'honneur (1952-1974) ; subventions attribuées à la société d'entraide des membres de la légion d'honneur : correspondance (1972-1974). Immatriculation des entreprises adhérentes et du syndicat par l'INSEE : numéro du *Journal officiel* (1949), notes d'information (1972, 1975), correspondance (1974-1980).

1949-1980

²⁸ Georges Bertrandias, Maxime Caffin, René Gadel, Pierre Lagache.

CHAMBRE SYNDICALE FRANÇAISE DES PRODUCTEURS D'OR²⁹

2000_030_083

Assemblées générales et réunions : statuts, procès-verbaux, questionnaire à remplir pour les demandes d'adhésions, liste des adhérents (1937), liste des personnes à convoquer aux réunions (1937), liste des membres de l'exécutif (s.d.), liste des membres du Comité de direction (janvier 1937), notes manuscrites, correspondance [à noter, liste des usines de traitement de minerai aurifères situées en France en 1937] (1936-1940). Statuts et modifications : correspondance avec les adhérents, correspondance avec l'administration, notes de travail (1936-1940).

1936-1940

Voir le fonds de la FMMB, cote 2000_030_127.

²⁹ En décembre 1936, la Chambre syndicale française des mines et usines d'or devient la Chambre syndicale des producteurs d'or.

**COMITÉ D'ORGANISATION DES INDUSTRIES
DE DEMI-PRODUITS EN MÉTAUX
ET ALLIAGES NON FERREUX**

2000_030_084

Réunions : procès-verbaux.

1940-1944

COMITÉ D'ORGANISATION DES MINÉRAIS ET MÉTAUX BRUTS (COMMB)

FONCTIONNEMENT

2000_030_085	COMMB et comité consultatif, réunions : convocations, ordres du jour et procès-verbaux (1940-1944). Sections, réunions : convocations, ordres du jour, procès-verbaux (1941-1944).	1940-1944
2000_030_086	Groupeement des productions minières coloniales, réunions : comptes rendus mensuels (février 1941-janvier 1943) ; bureau consultatif du groupeement : réunions, comptes rendus hebdomadaires (février 1941-septembre 1944).	1941-1944
2000_030_087	Dossiers personnels de M. Fischbacher ³⁰ . – Voyage au Japon : lettre de recommandation de l'ambassadeur du Japon en France pour les autorités japonaises (1937), trois cartes routières du Japon. Soufre américain, achat par la France : correspondance (1939). Compagnie équatoriale des mines, attribution à M. Fischbacher d'actions comme cautionnement en garantie de sa gestion d'administrateur : correspondance (1932-1933). Gisement de pyrite et de mispickel aurifère « les Pommiers » (Var), option d'achat de M. Fischbacher : plan, notes, correspondance (1938).	1932-1939

ACTIVITÉS

2000_030_088 à 090	Circulaires du COMMB, notes des groupements de production et des Chambres syndicales.	1940-1945
088	1940-1941.	
089	1942-1943.	
090	janvier 1944-juin 1945.	
2000_030_091	Office professionnel des minerais et métaux bruts et Ministère de la production industrielle : circulaires et décisions prises.	1941-1946
2000_030_092	Minerais et métaux, analyse de la situation : comptes rendus mensuels.	1940-1945
2000_030_093	Recueil de textes officiels : lois, décrets, circulaires ministérielles (1940-1944) ; liste des décisions prises par le COMMB (1941-1946) ; recueil de lettres et de notes intéressantes (1940-1944).	1940-1946

³⁰ A. Fischbacher est ingénieur civil des mines, attaché commercial de la France au Japon (1933-1936) et conseiller au ministère du Commerce extérieur.

2000_030_094

Divers. – Décisions de l'Office professionnel des minerais et métaux bruts maintenues en vigueur au 30 septembre 1946 : listes et textes (1941-1946). Conférences minières africaines : comptes rendus (1941-1942). Production industrielle, organisation administrative : notes manuscrites, coupures de presse, circulaires officielles, introduction générale au traité d'économie politique d'Henri Truchy (1934-1941). Mines de plomb et de zinc, production de 1938 à 1944 : statistiques [1945]. Prix des métaux, informations : coupures du Bulletin officiel du service des prix, projet de tarification des argiles (s.d.), liste des renseignements à présenter pour le relèvement des prix (s.d.), brochure de Paul Naudin *Le commerce et le régime légal des prix*, 52 p. (1941), liste des prix homologués (1941-1945).

1941-1946

2000_030_095

Groupements d'importation et de répartition des minerais, activités : conventions passées avec l'État, notes de travail, demandes de lettres, d'agrément, conventions, correspondance.

- Amiante (1941-1942).
- Antimoine du Maroc (1939-1942).
- Argiles réfractaires (1944-1945).
- Baryum et strontium (1941).
- Chrome et ferro-chrome (1944).
- Cuivre (1941-1943).
- Graphite (1934-1943).
- Mica (1945).
- Mercure (1943-1945).
- Phosphates (1942-1946).
- Plomb (1945).
- Pyrites (1941-1942).
- Zinc (1945) [à noter, bilan de sociétés importatrices de zinc en 1945].

1934-1946

2000_030_096

Ressources en métaux et en minerais, recensement pour répondre aux besoins de la guerre : comptes rendus de visites d'exploitation³¹, notes manuscrites, monographies d'usines, notices et plans d'exploitations, cartes des visites faites par MM. Fischbacher et Tanquière (?), correspondance.

1939-1945

- Antimoine (1939-1944).
[à noter, deux photos en noir et blanc d'exploitations].
- Cuivre (1943-1944).
[à noter, une photo du gisement de Prats de Mollo].
- Plomb du Maroc oriental [1939-1945].
- Divers minerais d'Algérie (1939-1945).

2000_030_097

Exploitations : répertoire des gisements de cuivre, plomb, cadmium, étain, antimoine, nickel, cobalt, mercure, métaux précieux, pyrite (s.d.) ; état des concessions : notes [1940-1945] ; fiches sur les gisements [1940-1945] :

- travail préparatoire à l'élaboration des fiches : notes manuscrites, fiches techniques [1939-1945] ;
- recensement des sites d'outre-mer : table alphabétique des lieux de gisement, fiches par pays³² (s.d.) ;
- recensement de sites métropolitains : table alphabétique des lieux de gisement, fiches relatives au cuivre, au plomb, zinc, étain, or, argent, antimoine et pyrite³³, fiches relatives au manganèse, molybdène, wolfram, bismuth et aux autres substances³⁴ (s.d.).

[1940-1945]

³¹ Visite du gisement d'étain « La Sultana » (Espagne) en février 1942 ; visite de gisements métalliques en Andorre (septembre 1946) ; visite du gisement de zinc à Saint-Sauveur sur-Tinée (Alpes-Maritimes) (s.d.) ; visite du gisement de la région de Demnat (Maroc) [1950] ; visite du gisement d'amiante en Corse (1941-1944) ; visite du gisement de cuivre de Prats de Mollo (Pyrénées-Orientales).

³² Algérie, Tunisie, Maroc, divers.

³³ Le classement est fait par département.

³⁴ Le classement est fait par substance.

2000_030_098

Service des conventions et des lettres d'agrément : budgets, comptes rendus de réunions, modèles de conventions, notes et notes manuscrites, correspondance (1942-1944), listes des conventions passées (France et Afrique du Nord) et des lettres d'agrément accordées (1941-1945), liste des demandes de conventions (1942), listes des conventions en préparation (1942-1944), correspondance (1942-1944).

1941-1945

2000_030_099 à 111

Dossier relatifs à l'attribution des lettres d'agrément et des subventions, conventions, plans, cartes, notes manuscrites, historiques des gisements, correspondance.

1937-1946

- 0099** A.
- 0100** B.
- 0101** CA-CHAS.
- 0102** CHAT-CR.
- 0103** D-E.
- 0104** F-G.
- 0105** H-L.
- 0106** M.
- 0107** O-P.
- 0108** R.
- 0109** S- SAINT.
- 0110** SAINTE- SOY.
- 0111** T-Z.

2000_030_112

Généralités. – Conventions et lettres d'agrément, demandes sans suite : correspondance (1941-1945). Demande de permis d'exploitation³⁵ à Oued Amizour (Algérie) : plan, correspondance [1939-1945]. Mise en exploitation du gisement de pyrites d'Azouar (Algérie) et pour les mines de « Minas Nuevas » (Équateur) : correspondance (1931-1940), plans des gisements. Gisements aurifères, prospection : rapport sur les alentours du lac Obalsky (Canada) [1939-1945]. Industrie allemande, organisation : carte d'occupation de l'Allemagne et de l'Autriche (octobre 1945), notes, correspondance (1943-1945). Gisements et recherches de métaux : monographies sur les métaux (1943-1945). Réunions avec les sociétés d'exploitation, comptes rendus (1943). Métaux ferreux, répartition : tableau (1943). Déplacement à Vichy de M. Grisot³⁶ : compte rendu (1940).

1931-1945

2000_030_113

Pyrimines³⁷ : statuts, contrats entre la société Pyrimines et les sociétés subventionnées par l'État (1948), liste des destinataires des subventions, état des versements des sociétés à Pyrimines (1946-1947), correspondance (1945).

1942-1948

³⁵ La matière n'est pas spécifiée.

³⁶ Pas de renseignement sur M. Grisot.

³⁷ La société Pyrimines, créée le 19 mars 1942, a pour but la recherche et l'exploitation des gisements de pyrites et minerais connexes (sur demande du COMMB, la société peut étendre son champ d'action à tous les minéraux), ainsi que l'établissement des conventions avec l'État pour la recherche et l'exploitation de ces gisements. Le siège social est fixé à Vichy.

FÉDÉRATION DES CHAMBRES SYNDICALES DES MINÉRAIS ET MÉTAUX BRUTS (FMMB)

FONCTIONNEMENT

2000_030_114 à 119	Assemblées générales.	1947-1980
114	Statuts, convocations, rapports présentés en séance, procès-verbaux de réunions, résolutions, memento du secrétaire, correspondance.	1947-1978
0115 à 0119	Assemblées générales : rapports présentés, rapport annuel, procès verbaux ; réunions du conseil d'administration : convocations, ordres du jour, procès- verbaux.	1945-1980
0115	1945-1954.	
0116	1955-1963.	
0117	1964-1969.	
0118	1970-1977.	
0119	1978-1980.	
2000_030_120	Sections, réunions : procès-verbaux.	1945-1954
2000_030_121 à 127	Relations avec d'autres syndicats.	1915-1940
121 à 126	Chambre syndicale française des mines métalliques ³⁸ : circulaires.	1915-1940
121 à 125	Circulaires ronéotypées.	1915-1940
	121 Février 1915-février 1922.	
	122 Janvier 1923-novembre 1931.	
	123 Janvier 1932-décembre 1936.	
	124 Janvier 1937-novembre 1938.	
	125 Janvier 1939-décembre 1940.	
126	Circulaires diverses et circulaires P.Z. ³⁹ .	1931-1940
127	Chambre syndicale française des producteurs d'or : circulaires (octobre 1936 - juin 1939).	1936-1939

³⁸ La FMMB naît après la Chambre syndicale française des mines métalliques mais elle semble avoir hérité d'une collection de circulaires de la CSMM.

³⁹ Les circulaires PZ paraissent à partir de novembre 1935 et sont spécialement publiées pour les producteurs de plomb et de zinc.

ADHÉRENTS

2000_030_128

Membres démissionnaires : correspondance.

1945-1978

- Entreprises (1945-1973).
- Syndicats (1945-1978).

Pour les activités des adhérents, voir les fonds de la SAF, de l'USMMM, de la CSMC, de la Chambre syndicale des minerais de spath-fluor, de baryum, de strontium et produits connexes, et de la CSIM.

ACTIVITÉS

2000_030_129

Circulaires produites par la FMM (1943-1946). Relations avec le Service d'études pour le développement et l'animation (SEDA). Questionnaire envoyé par le SEDA pour établir, à la demande du Ministère de l'environnement et du cadre de vie, une typologie des industries en fonction des problèmes de l'eau : correspondance (1979).

1943-1979

2000_030_130 à 137

Mission « Mines métalliques » aux États-Unis⁴⁰.

1951-1954

130 à 135 Bobines de films 16 mm.

1951-1954

130 « Les méthodes de boulonnage du toit dans les mines (*Roofbolting*) ».

1951

131 Sans titre.

[1951]

132 « French mining ».

[1951]

0133 « French mining group ».

1951

0134 « Carrières américaines ».

1954

0135 « Les exploitations à ciel ouvert aux « États-Unis ».

1954

136 Ensemble de 106 photographies en noir et blanc.

1951

137 Ouvrages édités par l'*American Management Association* : *The management leader's manuel* (1948) ; *The Foreman's basic reading kit* (1944) ; *The supervisor's management guide* (1949).

1944-1949

⁴⁰ Le séjour aux États-Unis de la mission "Mines métalliques" est placé sous le patronage de l'*Economic Corporation Administration*, du Comité national de la productivité et du ministère de l'Industrie et du Commerce.

CHAMBRE SYNDICALE DES MINERAIS DE SPATH-FLUOR, DE BARYUM, DE STRONTIUM ET PRODUITS CONNEXES

FONCTIONNEMENT

2000_030_138	Règlement de la Chambre (s.d.), liste des adhérents, composition du conseil d'administration (1953).	1953
2000_030_139	Assemblées générales et conseils d'administration, délibérations : registres des assemblées générales (1945-1953 ; janvier 1954-mars 1960 ; novembre 1960-octobre 1962) et registre du conseil d'administration (1945-1963).	1945-1963
2000_030_140 à 141	Assemblées générales et conseils d'administration : procès-verbaux, convocations, rapports présentés en séance, statistiques, résolutions.	1947-1989
	140 1947 – 1977.	
	141 1978 – 1989.	
2000_030_142	Section barytine, réunions : comptes rendus, correspondance (1952) ; section strontium, réunions : correspondance, ordres du jour, feuilles de présence, comptes rendus (juin-septembre, novembre 1943).	1943-1952
2000_030_143 à 146	Groupements spécialisés, activités.	1938-1952
	143 Spath-fluor. – Relations avec les producteurs (1939-1947) ⁴¹ , tableau de statistiques concernant la répartition de spath-fluor en provenance d'Allemagne (s.d.), correspondance (1939-1952), liste des souscripteurs du groupement (1940), correspondance (1939-1945).	1939-1952
	144 Célestine. – Relations avec les producteurs : correspondance (1940-1952); renseignements sur les consommateurs : correspondance, évaluation des besoins (1940-1942). [à noter, affiche de mise en vente de la concession de zinc, plomb, argent et métaux connexes de Condorcet des établissements J. de Vitry d'Avaucourt, Drôme, (1942)].	1940-1952
	145 Baryum et strontium. – Relations avec les consommateurs : listes des acheteurs, correspondance (1938-1946). Relations avec les producteurs : correspondance (1941-1952).	1938-1952
2000_030_146	Correspondance générale. [à noter, liste des producteurs de spath-fluor flotté et de spath-fluor métallurgique en 1960].	1945-1963

⁴¹ Répertoire des adresses de producteurs de baryum et de strontium (s.d.).

ADHÉRENTS

2000_030_147 à 148

Adhésions des membres : correspondance.

1944-1963

- 147** Société de produits chimiques Vieille Montagne Kuhlmann (1950-1963) ; La Générale des alcalino-terreux (1959-1961) ; Carrières souterraines de Montalimbert (1951-1963) ; Société des produits barytiques de l'Hérault (1954-1963) ; Mines Montbazens (1959) ; Société minière de Peyreblanque (1946-1956) ; Société chérifienne de recherches et d'exploitations minières (1949-1958) ; Société lorraine d'importation et d'exportation (1953-1957) ; Société d'exploitation des établissements H. Pelofy et Compagnie (1953-1955) ; Société Marty et Parazols (1953-1960) ; Société d'exploitation minière de Saint-Affrique (1958-1962) ; Société Soprobar (1955-1960) ; Société des couleurs zinciques (1955-1963) ; Société de Denain et Anzin (1961-1963) ; exploitation de M. Jules Coupaye (1947-1964) ; Société des mines de Garrot (1946-1963) ; Etablissement Teisset-Kessler (1950-1963) ; exploitation de Mme Antoine Delabre (1954-1963) ; Mines du Haut du Them (1961-1962) ; Aciéries de Paris et d'Outreau (1961-1963).

1946-1963

- 148** Société minière et métallurgique du Châtelet (1960-1963) ; Safluor, société minière du Spath-fluor (1956-1960) ; Société Pechiney - Saint-Gobain (1954-1963) ; Société minière de Beaujeu (1952-1955) ; Société minière d'Alban (1946-1959) ; Société générale de Mui (1948-1958) ; Exploitation de M. Lucien de Champeaux (1946-1963) ; Mineralia (1961-1962) ; Société minière de Provence (1956-1960) ; Compagnie française d'exploitations minières (1944-1959) ; Société anonyme de portefeuille et de recherche (1962) ; Société pour la réalisation et l'étude de monocristaux (1962) ; Société industrielle et minière du fluor (1954-1963)⁴² ; Société d'entreprises, carrières et mines de l'Estérel (1947- 1963) ; Solumex (1961-1963) ; exploitations minières spath-fluor en roches et pulvérisés de M. Pierre Lebrat (1952-1963) ; Société d'électrochimie, d'électrometallurgie, et des aciéries électriques d'Ugine (1947-1963) ; Compagnie Pechiney (1953-1963) ; Société française du spath-fluor (1957-1963) ; exploitation de M. Henri Campanac (1954-1963) ; exploitation Jean Roques et Cie (1953-1962).

1944-1963

ACTIVITÉS

2000_030_149 à 150

Circulaires produites par la Chambre.

1953-1978

- 149** 1953-1963.

- 150** 1964-1978.

2000_030_151

Spath-fluor. – Suivi de la production et de la consommation, prospection, recherches et estimation des réserves : tableaux, correspondance (1941-1942). Consommation moyenne mensuelle d'avant-guerre : tableaux récapitulatifs, correspondance (1941) ; affectations, productions et livraisons, analyse de la situation : tableaux, statistiques (1939-1950). Répartition, réunions : comptes rendus (1941-1944).

1939-1950

⁴² Statuts (1951).

1946-1962

- 152** Conditions de travail dans les industries d'extraction et de préparation des minerais, élaboration de conventions collectives : projets de convention et convention collective nationale, tiré à part du Journal officiel sur les conventions collectives nationales des industries de carrières et de matériaux (décembre 1960), correspondance (1961-1962).

1960-1962

- 153** CAROM, négociations : comptes rendus de réunions (1946), décret du 27 novembre 1946⁴³, proposition de loi (1950), correspondance (1946-1950). Silicose, indemnisation : correspondance (1946-1955), journal officiel (20 novembre 1947), notes (1946-1953), documentation (1946-1953). Accidents du travail, indemnisation : correspondance (1949-1953), barème des cotisations, extraits du Journal officiel (1952), statistiques financières (1951), notes et rapports (1949-1952)⁴⁴.

1946-1955

Dossiers divers. – Réglementations diverses intéressant les mines : correspondance, notes (1953-1960). Tarification de la SNCF : correspondance, documentation (1961). Relations avec Alexis Chermette, géologue en chef des colonies : correspondance (1948-1960), tableaux de statistiques (1949-1957), enquête faite par A. Chermette concernant le passage éventuel dans la classe des mines de la bauxite, du spath-fluor, de la barytine et des minières de fer.

1948-1961

⁴³ Le décret porte organisation de la Sécurité sociale dans les mines.

⁴⁴ Comporte les effectifs des ouvriers dans les exploitations de spath-fluor et de barytine (1952), les effectifs des exploitations spath-fluor, barytine et célestine (1949, 1952) et la liste des adhérents de la Chambre syndicale (1952).

UNION SYNDICALE DES MINES MÉTALLIQUES MÉTROPOLITAINES (USMMM)

FONCTIONNEMENT

2000_030_155 à 157

Assemblées générales et réunions du conseil d'administration : convocations, ordres du jour, procès-verbaux.

[à noter, rapports annuels et rapports présentés en séance de 1960 à 1974].

1945-1974

155 1945-1954.

156 1955-1963.

157 1964-1974.

ADHÉRENTS

2000_030_158

Adhésions et cotisations : correspondance.

1946-1974

ACTIVITÉS

2000_030_159 à 160

Circulaires produites par l'Union syndicale.

1945-1974

159 1945-1955.

160 1956-1974.

[à noter, règlement général sur l'exploitation des mines autres que les mines de combustibles, édité par l'USMMM (1948)].

CHAMBRE SYNDICALE DES MINES COLONIALES (CSMC)

[devenue Union syndicale des mines de la France d'outre-mer en 1956
puis Groupement des industries minières et métalliques d'outre-mer en 1960]

FONCTIONNEMENT

2000_030_161 à 164	Assemblées générales.	1949-1975
161	Notes et rapports des membres sur leurs activités, rapports lus aux assemblées générales, procès-verbaux, liste d'envoi du rapport, notes manuscrites, correspondance.	1949-1959 ⁴⁵
162 à 163	Assemblées générales et réunions du bureau : convocations, procès-verbaux, rapports.	1960-1975
0162	1960-1967.	
0163	1968-1975.	
164	Procès-verbaux de réunions, rapports présentés en séance.	1949-1975
2000_030_165	Comité de direction, réunions : convocations, ordres du jour, procès-verbaux (1945-1958). Réunions diverses : procès-verbaux et comptes rendus (1957), correspondance (1955-1957). Bureau : repas de travail des membres (1955-1956).	1945-1958
2000_030_166	Sections, réunions : convocations, procès-verbaux. • Sections techniques (1945-1957). • Sections géographiques (1945-1962).	1945-1962
2000_030_167	Dossier de M. Bellanger, président de la Chambre : correspondance, memento de la réunion du 26 juillet 1952 au Ministère de la France d'outre-mer, tiré à part du texte de F. Blondel « <i>Mining Policy in French overseas territories</i> », notes à l'adresse de M. Bellanger.	1945-1959
2000_030_168 à 169	Relations avec les organismes centraux.	1948-1959
168	Réunions du Comité des mines : procès-verbaux de séances, rapports, correspondance (1958-1959). Relations avec le Comité des mines de la France d'outre-mer : comptes rendus et procès-verbaux de réunions, rapports du comité, projets de lois et de décrets, coupures du journal officiel, notes ⁴⁶ , correspondance (1948-1957).	1948-1959

⁴⁵ L'assemblée du 26 mai 1955 est relative à l'élargissement du bureau ; celle du 14 juin 1956 concerne la modification du nom de la chambre et la modification de ses statuts.

⁴⁶ De nombreuses cartes sont jointes au dossier.

169	Relations avec le Commissariat général au plan, participation au rapport de la Commission des mines pour le « 2 ^e plan de modernisation et d'équipement » : rapport de la Commission des mines (1954), notes (1953), avis des commissions des mines.	1953-1954
2000_030_170 à 177	Relations avec les organismes auxquels adhère la CSMC.	1950-1958
170	CNPF, relations avec la Commission pour l'étude des investissements outre-mer : procès-verbaux et comptes-rendus de réunions (1951-1955), rapport général sur l'activité de la commission des relations économiques internationales du CNPF (1950-1952), bulletin d'information du CELPUF (1951), documentation (1950-1955).	1950-1955
171 à 177	CELPUF.	1952-1958
171	Suivi de la réglementation : rapports de l'assemblée de l'Union française, demandes d'avis de l'assemblée de l'Union française, rapports du Conseil de la République, propositions de loi de l'Assemblée nationale, projet de loi de l'Assemblée nationale, projets de loi de l'Assemblée nationale, correspondance.	1954-1956
172 à 0177	Fonctionnement et activités : procès-verbaux de réunions et de conférences plénières, notes, bulletins d'information, conclusions des délibérations de réunion, documents de travail, rapports, documentation, correspondance.	1952-1958
172	1952.	
173	1953.	
174	1954.	
175	1955.	
176	1956.	
177	1957-1958.	

Relations avec d'autres syndicats et associations : notices, statuts, convocations, procès-verbaux de réunions, rapports d'assemblées générales, rapports annuels d'activités, notes, correspondance.

1945-1960

- ADOSC⁴⁷ (1945-1951).
[à noter, règlement général du centre de repos des coloniaux de Cannes, instruction générale sur l'organisation administrative et le fonctionnement de la colonie de vacances du ministère des colonies].
- AFNOR (1955-1957).
[à noter, projet de recommandation ISO, ordres du jour de réunions, fiche de classification du mica phlogopite préparé (septembre 1953), projets de normes soumis à enquête publique, catalogue des normes françaises (1955), bulletins mensuels de normalisation française (1957)].
- AESI (1946-1947).
- BEGM (1955-1958).
- BUMIFOM⁴⁸ (1948-1959).
[à noter, lettre-circulaire, coupures du Journal officiel, invitations, décrets relatifs à l'organisation administrative et financière du BRGM (1959)].
- SOCAMUFOM (1960).
[à noter, bulletin de souscription vierge, questionnaire à remplir en vue de l'obtention de crédits, liste des pièces nécessaires à l'ouverture d'un dossier (1950)].
- UIAOM (1952-1960).

Relations avec l'USPI⁴⁹.

1945-1959

- 179** Statuts de l'USPI (1946), annuaire des sociétés et syndicats affiliés (s.d.), liste des victimes civiles des événements d'Indochine connues à la date du 26 décembre 1946 (1947), liste des délégués (s.d.), notes, liste de demandeurs d'emplois, procès-verbaux de réunions, circulaires, annuaire des sociétés et syndicats affiliés à l'USPI, dossier relatif à la représentation de l'USPI au sein du CNPF (1949), liste des représentants de la chambre syndicale des mines coloniales [section Indochine] à l'USPI (1950), projet de décret concernant les dommages de guerre en Indochine (1951).

1945-1953

- 180** Réunions de l'USPI : procès-verbaux (1953-1954). Correspondance (1952-1954), notes (1953-1954), documentation, listes des demandes d'emploi (1953), conclusions des délibérations de la conférence plénière du CELPUF (1952) (1952-1954) ; procès-verbaux des réunions du Comité intersyndical (1957-1959), procès-verbaux d'assemblées générales (1955-1957), étude (1957), documentation, notes (1955-1956).

1952-1959

ADHÉRENTS

Membres démissionnaires : cotisations, correspondance.

1945-1977

0181 A-F.

0182 G-M.

⁴⁷ Voir liste des sigles.

⁴⁸ Les bureaux miniers de recherche sont réorganisés à l'automne 1959 : l'appellation de Bureau minier de la France d'outre-mer (BUMIFOM) est remplacée par celle de Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

⁴⁹ L'USPI succède à la Commission d'études et d'informations pour l'Indochine en 1946.

- 2000_030-0184** Relations avec les adhérents. – Assemblées générales des membres : rapports présentés aux assemblées, comptes rendus annuels d'activité des membres, notes, correspondance (1954-1955). Correspondance (1955).
1954-1955
- 2000_030-0185** Syndicat des mines de l'AOF⁵⁰ : statuts (3^e édition, avril 1957), procès-verbaux des assemblées générales et rapports présentés, procès-verbaux de réunions, notes de travail, bulletins d'informations produits par le Syndicat, convention entre le syndicat des mines de l'AOF et l'USMFOM (22 mai 1959), liste des adhérents (1959), brochure relative à l'activité du syndicat (1958), correspondance (1949-1952 ; 1957-1959).
1949-1959
- 2000_030-0186** Chambre minière de l'AEF : rapports et résolutions des assemblées générales (1954-1956), procès verbaux et rapports des réunions de bureau, notes, liste des membres de la Chambre (s.d. et 1959), projets de décret et de statuts réorganisant la Chambre (1957-1959), correspondance (1952-1960).
1952-1960

ACTIVITÉS

- 2000_030_187 à 190** Principales circulaires produites par la Chambre.
1945-1974
- 187** 1945-1954.
- 188** 1955-1959.
- 189** 1960-1963.
- 190** 1964-1974.
- 2000_030_191** Listes des demandes d'emplois, bulletins mensuels produits par l'USMFOM.
1959
- 2000_030_192 à 194** « Commission des ventes de l'or »⁵¹.
1949-1970
- 192** Vie et fonctionnement de la Commission : règlement intérieur (en date du 7 mars 1949 et modifié le 22 mai 1951) ; réunions : procès verbaux (janvier 1955-mars 1960) ; information, circulaires produites par la Commission (janvier 1949 ; mai 1949) ; correspondance générale (1949-1959).
1949-1959
- 193** Fixation des péréquations avec l'ensemble des producteurs : correspondance, bordereaux de pesées et de titrage, bilan des péréquations, correspondance.
1949-1963
- 1949 (première péréquation).
 - 1^{er} trimestre 1963 [comptes rendus d'essais et analyses de la marchandise par les laboratoires, procès-verbaux de réception et de prise en charge par le syndicat].

⁵⁰ La constitution du 5 octobre 1958 supprimant l'ancienne organisation du groupe de territoires de l'AOF, l'assemblée générale extraordinaire décide de dissoudre le syndicat des mines de l'AOF à la date du 22 mai 1959. Avant la dissolution, il est établi par convention que les sociétés adhérentes au syndicat des mines de l'AOF restent groupées au sein de l'USMFOM.

⁵¹ Jusqu'en 1952, cette Commission porte le nom de « Commission achat de l'or ».

194	Réalisation de ventes : bordereaux, statistiques (1963). Réalisation des péréquations : bordereaux, correspondance, bordereaux de pesées et de titrage, procès-verbaux de réception et de prise en charge du syndicat (1970-1976). Opérations financières de la Commission : rapports de M. Humblot (1949-1969). Résultats généraux des péréquations et de l'examen des recettes : formulaires vierges (s.d.). Production aurifère, relations avec la Société de développement et du génie civil pour la Guyane française : notes manuscrites, correspondance, cartes (1955) ; cas des « commerçants agréés »⁵² de l'AOF : extrait du règlement intérieur de la Commission, notes, procès-verbal de la réunion du 28 juin 1949, correspondance. Importation d'or en France, dédouanement : notice explicative des démarches à suivre (1970), formulaires de déclaration à la Banque de France, formulaires de dédouanement (vierges et remplis). 1949-1970
2000_030_195	« Crédits, devises, diamants ». – Procédure d'importation du matériel d'équipement des mines de diamants : feuillets vierges de demandes d'importation à la douane, feuillet vierge de licence d'importation, circulaire de la CSMC, correspondance (1956-1960). « Masse commune », achat de matériel d'équipement : correspondance, attestations de cessions de devises, demandes de licence d'importation ; montant des crédits devises utilisés par les compagnies⁵³ : correspondance avec les compagnies minières, cahiers de comptes⁵⁴ (1957-1960). Assurance des envois de diamants : liste des conditions annuelles à la police d'abonnement, correspondance avec M. Forveille, assureur (1953). 1949-1962
2000_030_196	Production dans les colonies. – Informations : correspondance, statistiques, listes d'exploitants, notes manuscrites, rapports (1948-1950). Primes aux producteurs d'or, attribution : conventions types à passer avec les producteurs, arrêté ministériel relatif aux mines d'or, correspondance (1947-1959). Matériel d'exploitation, information : enquête sur les besoins en matériel, correspondance, tracts publicitaires (1953-1960), enquête pour le syndicat des constructeurs de matériel des mines (1959). Matériel de bureau, prêt au Bureau d'études géologiques et minières coloniales : correspondance (1953). 1953-1960
2000_030_197	Suivi de la réglementation. – Législation minière en vigueur en AOF, AEF, Togo, Cameroun et Madagascar, refonte : projet de vœux sur la législation minière (s.d.), vœux, procès-verbaux de réunions de la Commission des territoires d'outre-mer du Commissariat général au plan, rapport, notes, projet de loi et de décret (1952-1953). Réglementation minière des territoires d'outre-mer, projets : rapports, procès-verbaux de réunions, projet de décret et de règlement (1950), projet de résolution de l'assemblée de l'Union française, demande d'avis de l'assemblée de l'Union française, rapports, correspondance (1949-1952). 1949-1953
2000_030_198 à 199	Code du travail pour l'outre-mer. 1948-1956
198	Institution : notes manuscrites, projets de loi, propositions de loi, propositions d'amendement, rapport de l'Assemblée nationale instituant un code du travail dans les territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer (1952), questionnaire d'enquête envoyés aux membres, correspondance. 1948-1952

⁵² Les « commerçants agréés » sont un cas particulier car ils ne sont pas des producteurs d'or mais seulement des collecteurs d'or.

⁵³ Les frais supplémentaires occasionnés par l'attribution de crédits devises font que pour couvrir ses dépenses, le bureau de la CSMC a décidé de demander une contribution forfaitaire [de 3‰ en général] sur le montant des crédits utilisés par eux, soit sur leur propre compte, soit sur la masse commune.

⁵⁴ Cahiers de compte de la Société minière de Zamza, de la Société minière de l'Est Oubangui, de Soguinex, de la Compagnie minière de l'Oubangui oriental, de la Société intercoloniale.

	199 Application : correspondance, déclaration des délégations syndicales, notes, circulaires, extraits des Journaux officiels coloniaux, projet d'arrêté, rapport d'information à l'Assemblée de l'Union française, notes du CELPUF (1953-1955)[à noter, un dossier spécial AEF, 1954-1956] ; contrôle de l'application et inspection du travail : coupures de presse, documentation, notes, circulaires, convention, rapports, contrats types de travail (1954), correspondance (1954-1955). 1953-1956
2000_030_200 à 201	Questions sociales 1945-1955
	200 Instauration d'un régime de prestations familiales dans les territoires d'outre-mer : correspondance, projet d'arrêté, lettres-circulaires, supplément de <i>La Nouvelle Revue Française d'outre-mer</i> (1955). Salaire du personnel : lettres-circulaires de la Chambre des mines de l'AEF, notes (1953, 1955), arrêté ministériel (1951), questionnaire de la CSMC sur les indemnités de dépaysement (1954), correspondance (1950-1955). Protection militaire des exploitations de graphites de Madagascar : correspondance, procès-verbaux de réunion de la section Madagascar de la chambre syndicale des mines coloniales (1947), documentation (1947-1948). 1947-1955
	201 Discussions sur les conventions collectives : notes, lettres-circulaires, projets de convention collective, correspondance (1947-1955). Informations diverses : correspondance, extraits du Journal officiel de la Guinée française, notes, projets de décret, documentation (1945-1946), contrat-type pour les agents des sociétés minières de la France d'outre-mer (s.d.), <i>Journal officiel</i> des 20 et 21 octobre 1947, projets de loi de l'Assemblée nationale (1948). 1945-1955
2000_030_202	Questions fiscales et libéralisation des échanges. – Réglementation, discussion et information : journal officiel (juillet 1952), notes, notes manuscrites, demande d'avis de l'assemblée de l'Union française (1951), propositions de loi de l'Assemblée nationale (1950), documentation, correspondance (1944-1952). Importations des pays de l'OECE, analyse des conséquences sur les producteurs d'outre-mer : note et questionnaire de la FMMB à ses adhérents, compte rendu de la réunion du groupe parlementaire du commerce extérieur (7 juillet 1955), notes manuscrites (1954-1955). 1944-1955
2000_030_203	Contexte politique des colonies. – Indépendance du Togo : extraits du Journal officiel de la République française (1956-1958). Indépendance de l'Indochine, indemnisation des dommages de guerre⁵⁵ : notes (1950-1957), modèle pour la constitution des dossiers (1952), décret et projet de décret (1946-1950), demandes d'indemnités des sociétés françaises évacuées (1957), procès-verbal de réunion de la section « Indochine », documentation, correspondance (1944-1957) ; négociations pour la défense des intérêts français : accords sur la cessation des hostilités (juillet 1954), résolution adoptée par le conseil d'administration de l'USPI (juillet 1954), notes, correspondance (1954-1958). Guerre de décolonisation, attribution des affectés spéciaux : correspondance, notes manuscrites (1958). 1944-1958

⁵⁵ Des pièces concernant également les indemnisations de la Seconde Guerre mondiale.

2000_030_204

Généralités. – Subventions accordées aux écoles des mines par les membres de l'USMFOM : correspondance, listes des écoles sollicitant l'USMFOM, notes (1952-1957). Organisation d'un colloque sur la prospection géochimique (abbaye de Royaumont, 29 avril 1959) avec le Bureau minier de la France d'outre-mer : correspondance, première liste des invités (1959).

1952-1959

DOCUMENTATION

2000_030_205

Mission de productivité aux États-Unis des mines métalliques à ciel ouvert, commercialisation du rapport : correspondance, bons de commande (1954-1955). Aide à la diffusion du rapport de la mission technique « Soudage aux USA » : correspondance, résumé du rapport de la mission (1953). Rapport « Éléments d'un programme d'inventaire et d'équipement des ressources minières de la France d'outre-mer » par P. Legoux et A. Savorin (1946). Documentation sur le Bureau minier (1950-1951), sur l'industrie du diamant (1952), sur la dévaluation du franc CFA (1945-1948). Projet de traité portant statut de la communauté européenne (1953). Cartes géologiques de Madagascar et notices explicatives (1948). Documentation diverse reçue par l'USMFOM⁵⁶ (1953-1957).

1945-1957

⁵⁶ Recensement des populations des départements d'outre-mer (1954).

CHAMBRE SYNDICALE DES INDUSTRIES MINIÈRES (CSIM)

FONCTIONNEMENT

2000_030_206	Assemblées générales et réunions du conseil d'administration : convocations, ordres du jour, procès-verbaux ⁵⁷ .	1974-1990
---------------------	---	-----------

ACTIVITÉS

2000_030_207	Circulaires produites par la CSIM.	1974-1986
---------------------	------------------------------------	-----------

⁵⁷ Modification des statuts par l'assemblée générale extraordinaire du 22 février 1989.

FÉDÉRATION DES CHAMBRES SYNDICALES DES MINÉRAIS, MINÉRAUX INDUSTRIELS ET MÉTAUX NON FERREUX (FMM)

FONCTIONNEMENT

- 2000_030_208** Commission « Industrie-valorisation », relations avec l'ANRED : comptes rendus de réunions, documentation, correspondance (1981-1987) ; réunions du groupe de travail « métaux blancs » : convocations, feuilles de présence, comptes rendus, statistiques, correspondance (1980-1984).
1980-1987
- 2000_030_209** Relations avec la DEMP du ministère de l'Industrie. – Colloque sur les économies de matières premières organisé par la DEMP (4-6 décembre 1979, Paris), intervention de la FMM : programme, dossiers de séance, notes manuscrites (1979). Documentation produite par le ministère, relative aux matières premières et aux économies de matières premières (1977-1979).
1977-1979
- 2000_030_210** Organismes auxquels adhère la FMM, relations. – Groupe de travail « Déchets industriels » du CNPF, réunions : comptes rendus, documents de travail, rapport final (1983-1984). Groupe « EHS⁵⁸ déchets » d'Eurométaux⁵⁹, réunions : comptes rendus, documents de travail, correspondance (1989). GESOL, adhésion de la FMM au GESOL : statuts du groupe ; assemblées générales et conseil d'administration : convocations, ordres du jour, notes manuscrites (1980-1983) ; circulaires d'informations produites par le GESOL (1980-1982) ; correspondance (1979-1984).
1979-1984

ADHÉRENTS

- 2000_030_211** Cotisations⁶⁰. – Adhérents démissionnaires : correspondance, photocopies de chèques.
1974-1993
- 2000_030_212 à 214** Chambres adhérentes, assemblées générales et conseils d'administration : feuilles de présence, statuts, notes et rapports, procès-verbaux de réunions, notes manuscrites, documents de travail, correspondance.
1988-1993
- 212 à 213** AFIC.
1988-1993
- 212** 1988⁶¹-1990.
- 213** 1991-1993.
- 214** AIP⁶².
1989-1993

⁵⁸ Nous n'avons pas trouvé la signification de l'acronyme « EHS ».

⁵⁹ Eurométaux est l'association européenne représentant l'industrie européenne des métaux non ferreux (basée à Bruxelles).

⁶⁰ Concerne aussi les adhérents de la CSM.

⁶¹ L'assemblée générale constitutive de l'AFIC se tient le 16 avril 1988.

⁶² L'assemblée générale constitutive de l'AIP se tient le 6 avril 1989.

ACTIVITÉS

2000_030_215	Circulaires sur le prix de vente du cuivre produites par la FMM.	1977-1983
2000_030_216	Circulaires sur le prix de vente du plomb.	1977-1986
2000_030_217	Suivi de la réglementation. – Capacités de rétention associées au stockage de produits polluants, projet de réglementation : correspondance, notes manuscrites, projet de texte (1981-1982). Relations avec l'INRES : compte rendu de la réunion du groupe de travail de la Commission des Communautés européennes sur la classification des substances dangereuses des 20 et 21 octobre 1986 par Mme Cheron, membre de l'INRES, correspondance (1986). Déchets industriels toxiques liés au plomb : rapport du Sénat fait par Bernard Legrand (1984).	1981-1986

BIBLIOTHÈQUE

2000_030_218	Publication de la FMM : <i>Étude sur le recyclage des métaux non ferreux en France</i> (1991) ; publications sur l'aluminium collectées par la FMM (1989-1993).	1989-1993
--------------	---	-----------

COMITÉ DE LIAISON DES INDUSTRIES DE MÉTAUX NON FERREUX DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

FONCTIONNEMENT

2000_030_219	Section « métaux précieux », réunions : procès-verbaux, ordres du jour, listes des participants, notes, documents de travail, correspondance (1960-1974) ; correspondance générale (1970-1976).	1960-1976
2000_030_220	Protection contre les substances dangereuses et cancérigènes, réunions des groupes de travail : comptes rendus, rapports, correspondance.	1984-1987
2000_030_221	Comités « Environnement cuivre » et « Environnement », réunions : ordres du jour, comptes rendus, notes, rapports, documents de travail, correspondance.	1976-1986

ADHÉRENTS

2000_030_222	Cotisation, paiement : correspondance.	1959-1978
---------------------	--	-----------

Voir également le fonds de la CSM, de la FMMB et de la FMM.

ACTIVITÉS

2000_030_223	Publications : <i>Bulletin d'informations</i> (1971), rapport sur la décennie 1958-1968 [1969].	1969-1971
2000_030_224 à 226	Suivi de la production, importation et exportation : tableaux par métaux et par pays ⁶³ .	1964-1972
224	1964-1968.	
225	1969-1970.	
226	1971-1972. [à noter, statistiques concernant la CEE (1967-1971)].	

⁶³ Les métaux concernés sont le cuivre, les demi finis de cuivre, les demi finis en aluminium et les pays concernés sont l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne.

- 227** Changes, analyse du TEA⁶⁴ : correspondance (1963-1964), notes sur la position des groupes nationaux (1964) ; analyse des négociations Kennedy⁶⁵ : statistiques, négociations sur la baisse des droits de douanes, notes manuscrites, rapports, notes sur les disparités de prix entre les pays, fiches spécifiques par produits (1965), correspondance.
1957-1969
- 228** Politique communautaire des métaux, documentation : textes officiels, notes, documents de travail, correspondance.
1963-1975
- Cadmium (1968-1973).
 - Plomb et zinc (1963-1975).
- 229** Suivi des travaux relatifs à la protection de l'environnement dans la Communauté européenne. – Travaux de l'UNICE⁶⁶ : charte de l'industrie européenne en matière d'environnement, correspondance (1975-1976). Déchets toxiques, transferts transfrontaliers : proposition de réglementation, documents de travail, correspondance (1982-1984). Déchets nucléaires, gestion et stockage : notes, documents de travail, correspondance (1984-1986). Arsenic sur les lieux de travail : documentation, rapports (1983). Classement et étiquetage des substances dangereuses, réunions des TPC⁶⁷ : ordres du jour, comptes rendus, notes et rapports, documentation (1984-1986). Hygiène et sécurité, propositions de normes : correspondance (1980-1981).
1975-1986
- 230** Réglementation de la qualité de l'eau par le Conseil des Communautés européennes. – Réglementation de la teneur en métaux de l'eau : rapport, propositions de directives, notes, correspondance (1975-1978). Redevance applicable à la pollution des eaux : projet de directive, notes de travail, correspondance (1973-1977). Analyse des eaux superficielles : propositions de directives, correspondance (1978). Rejets de mercure et d'arsenic : propositions de directives, documents de travail, correspondance (1976-1986). Protection des poissons : proposition de décision et directive, correspondance (1978).
1973-1986

⁶⁴ Loi de 1962 destinée à promouvoir la prospérité, la politique extérieure et la sécurité nationale des États-Unis par le moyen d'accords commerciaux internationaux et d'aide intérieure à l'industrie, à l'agriculture, et à la main-d'œuvre nationale.

⁶⁵ 30 juin 1967 : signature à Genève de l'acte final de la négociation Kennedy. S'est ainsi achevée une négociation officiellement engagée en 1964.

⁶⁶ L'UNICE est le porte-parole de l'industrie de la CEE.

⁶⁷ *Technical progress committee.*

ANNEXES

Inventaire récapitulatif des documents iconographiques

Photographies

Ces documents sont classés dans leurs dossiers d'origine sous les cotes du répertoire numérique.

Photographies des gisements :

- deux photographies d'exploitation d'antimoine (gisement non identifié) et une photographie du gisement de cuivre de Parts de Mollo, cote 2000_030_096 ;
- neuf photographies de Saint-Georges-de-Heurtières (Savoie), 2000_030_109 ;
- six photographies de l'exploitation de Sentein, cote 2000_030_110 ;
- une carte postale de l'exploitation de Salsigne (Aude), 2000_030_110.

Ensemble de 106 photographies en noir et blanc de la mission aux États-Unis de la FMMB (1951), cote 2000_030_136.

Affiches

Dans un souci de conservation optimale, ces affiches ont été sorties de leur dossier.

- Deux affiches couleurs (99 cm x 61 cm), et une affiche monochrome (30 cm x 26,5 cm) du salon de l'outre-mer (1939), cote 2000_030_041.
- Une affiche de mise en vente d'exploitation (1942), cote 2000_030_144.

Inventaire récapitulatif des documents audiovisuels

Six bobines de film 16 mm, cote 2000_0030_130 à 135.

Les dossiers de gisements

Voici la liste détaillée des lieux de gisements (cotes 2000_030_099 à 111) pour lesquels un dossier a été constitué durant la Deuxième guerre mondiale pour l'obtention de lettres d'agrément et de subventions.

A

Abbaretz (Loire-Inférieure), gisement d'étain exploité par la Société nantaise des minerais de l'Ouest (1942-1943).

Aïn Arko (Algérie), exploitation d'un gisement de zinc par la société Le Laboratoire d'études des minières, minerais calaminaires [à noter, description sommaire du procédé de lixivation amoniacale des minerais calaminaires] 1942-1945.

Aïn-Barbar (Algérie), gisement de cuivre, plomb, et métaux connexes exploité par la Société minière cirtéenne (devient ensuite Société nouvelle des Mines d'Aïn-Barbar), (1941-1942).

Aïn el Bey (Tunisie), exploitation de cuivre par la Société des mines el Bey (1941-1943).

Aïn Grich (Tunisie), gisement de pyrites de fer exploité par la Société Pyrimines, (1941-1942).

Aoudia (Côte d'Ivoire), gisement d'or exploité par la Compagnie du domaine de Kokumbo (1941)⁶⁸ : voir **Kokumbo**.

Argentine (Savoie), exploitation de talc par la Société française du talc (1944-1945).

Arribaou (Hautes-Pyrénées), exploitation de zinc et plomb par la Société Pennaroya (1944).

Arvieu (Aveyron), gisement de graphite exploité par la Société minière d'exploitation de minières (1942-1945).

Avejan (Gard), exploitation de calcaire asphaltique par la Société des mines de bitume et d'asphalte du Centre (1942-1945).

Avène (Hérault), gisement de plomb et de zinc exploité par la Société minière et métallurgique et chimique de l'Orb et par la Société minière et métallurgique de Pennaroya : voir **Tauriac**.

Azégour (Maroc), exploitation de molybdénite par la Société Le Molybdène (1938-1945).

Azouar (Algérie), mines de pyrites exploitées par la Société des mines de Kabylie (1941-1945).

B

Bagnols-en-Forêt (Var), exploitation de spath-fluor par la Société des mines de Garrot (1941-1943).

Baudres (Indre), exploitation de silice par la Compagnie des silices de Baudres (1940-1941).

Baugirard (Haute-Vienne), exploitation d'or et d'étain par la Société des mines de Laurière (1939-1945).

Beauval (Somme), Orville (Pas-de-Calais), Fancouzy-Monceau (Aisne), exploitation de craie phosphatée par la Compagnie française de phosphates (1944-1945).

Bechateur (Tunisie), exploitation de calamine, galène et blende par la Société les Mines métalliques méditerranéennes (1939-1943).

Bellegarde (Ain), exploitation de phosphates et de chaux par les Etablissements Charles Bertolus, (1943-1945).

Bessette et La Viallole (Puy-de-Dôme), exploitation de plomb et de mispickel par la Société minière de l'Écluse (1943-1945).

Biguglia (Corse), gisement de giobertite exploité par la Société hydro-électrique de la moyenne-Garonne (1942).

Blaynard (Lozère), calamine et galène exploitées par la Société des mines de Blaynard (1943-1946)

Boudoukha (Algérie), gisement de plomb exploité par la Société des mines de Boudoukha (1939-1945).

Bournazel (Lot), pyrite de fer exploité par la Société des mines de Bournazel (1945).

C

[Les] Cadmoins (Bouches-du-Rhône), exploitation de soufre par la Société anonyme d'exploitation des mines de soufre de Provence (1942-1944).

Canari (Corse), gisement d'amianté exploité par la Société minière de l'amianté (1939-1945).

Castelnau-Durban (Ariège), exploitation de phosphates par la Compagnie bordelaise des produits chimiques (1943-1945).

[La] Caunette (Aude), exploitation de cuivre, zinc, plomb par Les mines d'argent de la Canette (1942-1943).

Ceilhes (Hérault), gisement de plomb et de zinc exploité par la Société minière et métallurgique et chimique de l'Orb et par la Société minière et métallurgique de Pennaroya : voir **Tauriac**.

Cendras (Gard), exploitation de pyrites de fer par la Compagnie de produits chimiques et électrométallurgiques Alais, Frogès et Camargue (1943-1945).

⁶⁸ Cette demande de subvention est refusée car, à cette date, les décrets des 6 mai 1939 et 15 novembre 1940 ne sont pas applicables aux colonies.

Cénevières (Lot), gisement de phosphorites exploité par la société La Carbonisation du Centre(1942-1943).

Chaptès-Beaufort (Puy-de-Dôme), recherche de cuivre et de galène, mispickel, quartz aurifère, étain par la Compagnie des mines de la Sioule (Sioulco) (1942-1943).

Charmes et Soyons (Aude), gisement de pyrite de fer exploité par les Établissements Plantin (1942-1946).

Charrier (Allier), gisement de cuivre et d'étain exploité par la Société des mines de Charrier (1941-1945).

Chassezac (Ardèche), exploitation de zinc et de plomb argentifère par la Société minière et métallurgique de Pennaroya (1944-1945).

Château-Queyras (Haute-Alpes), exploitation d'amiante par la Société française d'études et d'entreprises (1941-1946).

Châtelux-le-Marcheix (Creuse), gisement de wolfram exploité par la Société des mines de cuivre de Ténès (1943-1946).

Chauny (Aisne), exploitation d'antimoine et d'étain par la Société Migeot Frères (1937-1945).

Cheni (Haute-Vienne), exploitation d'or par la Société des mines de Cheni (1944).

Chizeul (Saône-et-Loire) et Saint-Bel (Rhône), exploitation de pyrite par la Société des manufactures de glaces et produits chimiques de Saint-Gobain, Chauny et Cirey (1944).

Cierp-Signac (Haute-Garonne), exploitation de phosphates de chaux par la Société Procédés industriels et charbons actifs (1944).

[Les] Colettes (Allier), exploitation de kaolin par la Société nouvelle des kaolins de l'Allier (1944).

[La] Croix-aux-Mines (Vosges), exploitation de plomb argentifère par la Compagnie minière des Vosges (1941-1946).

[La] Croix-de-Pallières (Gard), exploitation de blende et de galène par la Société des mines et fonderies de zinc de la Vieille-Montagne (1928-1946).

D

Deux-Jumeaux (Gard), exploitation de zinc et de plomb par la Société des mines des Deux-Jumeaux (1943).

Dèze (Lozère), production d'antimoine par la Compagnie française de Dèze (1940-1945).

Djebel Kebouch (Tunisie) exploitation du plomb et du zinc par la Compagnie Franco-tunisienne (1940-1945).

Djebel Salrhaf (Maroc), exploitation de la galène, de minerais mixtes de plomb par la Société des mines du Djebel Salrhaf (1940-1944).

Djebel Slata (Tunisie), exploitation de minerais de fer par la société Les Mines réunies (1945).

Djebilet (Maroc), exploitation de mines de cuivre par la Société des mines de cuivre des Djebilet (1934-1941).

Dugny (Seine), exploitation de paillettes et poudres de mica par la Compagnie industrielle Dwonix (1942).

E

Eguzon (Indre), exploitation de graphite par la Société générale des graphites (1942-1945).

El Haouria (Algérie), mine de plomb, et Thuburnic, mine de fer et de manganèse, gisements exploités par la Société minière du Djebel Felten (1939-1945).

Estrechure (Gard), gisements de cuivre et de pyrite exploités par la société d'études et d'explorations minières (SETEM) (1942-1945) : voir **Olmet** (Hérault).

F

Fagassière (Haute-Vienne), exploitation de la mine d'or par la Compagnie industrielle des mines d'or en France (1942-1944).

Fancouzy-Monceau (Aisne), exploitation de craie phosphatée par la Compagnie française de phosphates (1944-1945) : voir **Beauval**.

Fedj-Assène (Tunisie), exploitation de zinc par la Société La Serman (1941-1942).

Figeac (Lot), exploitation de kaolin par la Société Diatomite de Figeac (1937-1941).

Fioure (Haute-Loire), gisement de galène argentifère exploité par la Compagnie minière La Dos Estrellas⁶⁹ (1938-1945).

Fontsante (Var), exploitation de spath-fluor par la Mine de Fontsante (1942-1943).

Fos (Haute-Garonne), gisement de pyrite de fer exploité par la société Procédés industriels et charbons actifs (1940-1944).

Foufouilloux (Cantal), exploitation des carrières de silice par la société La Silice française (1944-1946).

Frag el Ma (Maroc), exploitation de graphite par la Société des mines et graphites du Maroc (1941-1943).

⁶⁹ Société de forme mexicaine mais composée uniquement de capitaux apportés par des Français résidant au Mexique.

Freyccenet-la-Rodde (Haute-Loire), exploitation d'antimoine par la Société Ally-Mines.

G

Garn Alfaya (Tunisie), gisement de plomb exploité par la société des mines de Garn Alfaya (1941-1942).

Glorianes (Pyrénées-Orientales), gisement de mispickel aurifère, exploité par la société L'Algérienne des mines de Gueldaman (1945).

Gundafa (Maroc), gisement de plomb et de zinc exploité par la Société minière des Gundafa (1941-1945).

H

Haute-Bruyère (Aisne), gisement de craie phosphatée exploité par M. Jacques Toussaint (1944).

I

Itxassou (Basses-Pyrénées), gisement de pyrite exploité par la Société d'exploitation des mines d'Itxassou (1942-1945).

K

Kalaa-Djerba (Tunisie), exploitation de phosphates par la Société de phosphates tunisiens (1945).

Kanguet-Zegalass (Tunisie), gisement d'or de M. Carette (1940-1941).

Kef-Oum Teboul (Algérie), gisement de cuivre exploité par la Société minière et métallurgique Penarroya (1941-1945).

Kergantic-en-Plêmeur (Morbihan), gisement de kaolin exploité par la Société des kaolins d'Arvor (1942-1944).

Kettara (Maroc), gisement de pyrite de MM. Gugenheim (1941).

Kherzet Youcef (Algérie), gisement de plomb et de zinc exploité par la Société des Mines d'Ampère (1942).

Kokumbo, Tansou, Polessou, Aoudia (Côte d'Ivoire), gisement d'or exploité par la Compagnie du domaine de Kokumbo (1941)⁷⁰.

L

Las Ambollas (Pyrénées-Orientales), exploitation de manganèse par la Société d'entreprise générale de travaux électriques et d'urbanisme (1944-1945).

Lascabess (Ariège), exploitation de manganèse par la Société minière d'exploitation de Lascabess (1944).

Lassur (Ariège), spath-fluor exploité par la société Minerais et sels métalliques pour l'industrie et l'agriculture (1943-1945) : voir **Perle-Castalet**.

Loubatière, gisement de plomb exploité par la société La Loubatière (1940-1945).

Lubertzac (Corrèze), exploitation de mica par la Société des mines de la Grande Ile (1938-1944).

M

Malines (Gard), gisement de plomb et de zinc exploité par la Société des mines des Malines (1935-1945).

Malveyz (Aude), gisement de soufre exploité par la Société languedocienne de recherches et d'exploitations minières (1941-1946).

[La] Matte (Hérault), gisement de manganèse exploité par Mme Balleret [à signaler également, Revue de l'industrie minière, [1^{er} septembre 1936] (1936-1944).

Mercoeur (Haute-Loire), gisement d'antimoine exploité par M. Lebrat (1943-1945).

Monbelleux (Ille-et-Vilaine), gisement de wolfram exploité par la Société des mines de Puy-les-Vignes (1941-1942).

Moncoustant (Ariège), gisements de plomb, zinc, cuivre exploités par la Concession minière de Moncoustant (1942-1944).

Mons et Olargues (Hérault), gisement de blende et de galène argentifère exploité par la Compagnie de prospection et d'entreprises minières (1943-1944).

Montebras (Creuse), gisement de cassitérite exploité par la Société minière et métallurgique de Pennaroya (1944-1945).

[Les] Montmins (Allier), gisement de tungstène exploité par la Société des mines de Montmins (1942-1946).

O

[Les] Œilletts (Vosges), gisement de molybdène exploité par la société d'études et d'explorations minières (SETEM) (1942-1945).

⁷⁰ Demande de subvention refusée car à cette date, les décrets des 6 mai 1939 et 15 novembre 1940 ne sont pas applicables aux colonies.

Olargues (Hérault), gisement de blende et de galène argentifère exploité par la Compagnie de prospection et d'entreprises minières (1943-1944) : voir **Mons**.
Olmet (Hérault) et Estrechure (Gard), gisements de cuivre et de pyrite exploités par la société d'études et d'explorations minières (SETEM) (1942-1945).
Orville (Pas-de-Calais), exploitation de craie phosphatée par la Compagnie française de phosphates (1944-1945) : voir **Beauval**.
Oued-Mecajet (Algérie), gisement de plomb et de zinc (1939-1945).
Oued-Oudina (Algérie), gisement de plomb exploité par la société des mines de l'Oued-Oudina (1940-1942).
Oued-Sarrath (Tunisie), gisement de plomb (1940-1942).

P

Perle-Castalet et Lassur (Ariège), gisement de spath-fluor exploité par la société Minerais et sels métalliques pour l'industrie et l'agriculture (1943-1945).
Peyrebrune (Tarn), gisement de plomb, zinc, cuivre exploité par la Société des Mines de Peyrebrune (1940-1944).
Pic-Martin (Var), gisement de spath-fluor exploité par la Société minière de Pic-Martin (1941).
Polessou (Côte d'Ivoire), gisement d'or exploité par la Compagnie du domaine de Kokumbo (1941)⁷¹ : voir **Kokumbo**.
Portet-de-la-Gardette (Isère), gisement de minerai de plomb, d'argent et d'autres métaux connexes exploité par la Compagnie nouvelle des mines de la Gardette (1941-1946).
Puy-les-Vignes (Haute-Vienne), gisement de wolfram exploité par la Société des mines de Puy-les-Vignes (1939-1942).

R

Ras-el-Ma (Algérie), gisement de mercure, Société française de Mercure (1939-1941).
[La] Roche l'Abeille (Haute-Vienne), Société générale des Charentes et du Poitou (1944-1946).
Rochetretjoux (Vendée), gisement d'antimoine non exploité (1938).
Rosier-les-Mines (Puy-de-Dôme), exploitation de plomb par la Compagnie d'exploitation et de récupération minières (1939-1945).
Rouayroux (Tarn), gisement de pyrite, de fer et de blende.
Le Roulier (Vosges), gisement de manganèse exploité par la Société Stoeffler Frères (1943-1945).
Royat (Puy-de-Dôme), production de barytine et de galène par la Société française des barytes et du plomb (1944-1945).

S

Saf-Saf (Tunisie), gisement de plomb exploité par la société des Mines de Djalta (1939).
Sain-Bel (Rhône), exploitation de pyrite par la Société des manufactures de glaces et produits chimiques de Saint-Gobain, Chauny et Cirey (1944) : voir **Chizeul**.
Saint-Barthélémy-le-Plein (Ardèche), mine de blende et galène exploitée par la société anonyme industrielle et minière (anciennes Houillères de Dombrowe) (1940-1945).
Saint-Christophe-le-Chaudry (Cher), gisement de manganèse exploité par M. Fernand Loubère (1944).
Saint-Daumas (Var), gisement de plomb exploité par la société des mines de Saint-Daumas (1940-1944).
Saint-Felix (Gard), gisement de pyrite exploité par la Compagnie de produits chimiques et électrométallurgiques Alais, Frogès, Camargue (1944-1945).
Saint-Geniez-d'Olt (Aveyron), gisement de plomb argentifère et baryte exploité par la Compagnie minière lyonnaise (1939-1941).
Saint-Georges-de-Heurtières (Savoie), gisement de fer et de cuivre exploité par la société des mines métalliques de Maurienne (1941) [à signaler également, 9 photos en noir et blanc du gisement].
Saint-Martin-du-Tertre (Yonne), gisement de craie phosphatée exploitée par la Société des établissements Linet (1943).
Saint-Maurice-de-Ventalon (Lozère), gisement de pyrite exploité par la Compagnie de produits chimiques et électro-métallurgiques Alais, Frogès, Camargue (1941-1945).
Saint-Nazaire-de-Lodèze (Hérault), carrière de phosphate de chaux exploitée par la société Procédés industriels et charbons actifs (1939-1945).
Saint-Paul-trois-Châteaux (Drôme), gisement de phosphates de la société des produits chimiques Coignet (1940-1944).
Saint-Véran (Hautes-Alpes), mine de cuivre exploitée par la Société industrielle et minière (1942-1943).

⁷¹ Demande de subvention refusée car à cette date, les décrets des 6 mai 1939 et 15 novembre 1940 ne sont pas applicables aux colonies.

Sainte-Croix (Dordogne), argiles exploitées par la Société des bentonites et terres actives françaises (1943-1945).

Salsigne (Aude), gisement d'or, de cuivre, de bismuth, d'arsenic et de soufre exploité par la Société des mines et usines de Salsigne (1941-1945).

Seintein (Ariège), exploitation de zinc par la Société française des mines de Seintein [à noter, 9 photos en noir et blanc de l'exploitation] (1939-1946).

Sidi Amor Blu Salem (Tunisie) gisement de plomb et de zinc exploité par Les mines réunies (1941-1942).

Sidi el Rahmoun (Maroc), gisement de plomb et de cuivre exploité par la société auxiliaire marocaine d'exploitation minière (1941).

Soyons (Aude), gisement de pyrite de fer exploité par les Établissements Plantin (1942-1946) : voir **Charmes**.

T

Tansou (Côte d'Ivoire), gisement d'or exploité par la Compagnie du domaine de Kokumbo (1941)⁷² : voir **Kokumbo**.

Tauriac (Aveyron), Ceilhes et Avène (Hérault), gisements de plomb et de zinc exploités par la Société minière et métallurgique et chimique de l'Orb et par la Société minière et métallurgique de Pennaroya (1939-1945).

[Massif du] Tchika (Maroc), exploitation de molybdène par la Compagnie minière du Tchika (s.d.-1946).

Templeux-le-Guérand (Somme), exploitation de craie phosphatée par Saint-Gobain, Chauny et Cirey (1944).

Terroles (Aude), exploitation de zinc par la Société d'exploitation minière des Corbières (1932-1941).

Thuburnic (Algérie), exploitation du fer et du manganèse par la Société minière du Djebel Felten (1939-1945) : voir **El Houria**.

[La] Touche (Ille-et-Vilaine), mine de pyrite, blende et galène exploitée par la Compagnie des mines de Bretagne (1941-1944).

V

Val-de-Burat (Haute-Garonne), exploitation de pyrites par la Compagnie minière du Val-de-Burat (1940-1943).

Vaulry (Haute-Vienne), exploitation de cassitérite et de wolfram par la Société des mines de Vaulry et Cieux (1942-1946).

[La] Viallole (Puy-de-Dôme), exploitation de plomb et de mispickel par la Société minière de l'Écluse (1943-1945) : voir **Bessette**.

Vieussan (Hérault), exploitation de manganèse par M. Epailly (1941-1944).

Villefort (Lozère), exploitation de plomb et de zinc par le Syndicat de recherches minières de la Lozère (1943).

Villemagne (Gard), exploitation de zinc et de plomb par la Société minière et métallurgique de Penarroja (1935-1943).

Vollore-Ville (Puy-de-Dôme), recherche de cuivre, zinc, plomb et argent par M. Beaujeu-Aiguebonne (1930-1941).

Z

Zellidja (Maroc), exploitation de cuivre par la Société des mines de Zellidja (1940-1943).

[Plateau de] Zguit (Maroc), exploitation de wolfram par M. Manfroy (1939-1945).

⁷² Demande de subvention refusée car à cette date, les décrets des 6 mai 1939 et 15 novembre 1940 ne sont pas applicables aux colonies.

Glossaire

A

Affinage : désigne à la fois l'opération qui consiste à recycler des métaux non ferreux pour produire des lingots et le procédé utilisé pour retirer les impuretés d'un métal afin de le soumettre aux normes de son utilisateur final. L'industrie de l'affinage traite tous les déchets, débris et résidus qui ne peuvent être recyclés directement parce qu'ils nécessitent un tri (manuel, mécanique ou chimique) et un traitement métallurgique spécifique. Les métaux et alliages obtenus sont comparables, voire préférables, à ceux provenant des minerais. Par ailleurs, un métal recyclé a deux avantages déterminants : il n'obère pas la balance commerciale et son élaboration nécessite beaucoup moins d'énergie que le métal de première fusion. De plus, la récupération des déchets métalliques protège l'environnement (filière : récupérateur, affineur, fondeur) et constitue la première source d'approvisionnement et un stock en cas de pénurie.

Alliage : produit métallique obtenu en incorporant à un métal un ou plusieurs éléments.

Aluminium : Tiré de la bauxite, l'aluminium est le plus jeune des métaux (il a tout juste 100 ans) ; après le silicium, c'est l'élément métallique le plus abondant présent dans l'écorce terrestre, dont il représenterait environ 8% de la totalité.

La faible densité de l'aluminium lui vaut son appellation traditionnelle de « métal léger » et le distingue de ses concurrents de la métallurgie que sont le fer, le cuivre, l'argent et l'or. L'autre trait distinctif de ce métal est qu'il n'existe pas à l'état naturel : son extraction exige la mise en œuvre de réactions chimiques ce qui explique le développement tardif de ce métal.

Ce métal blanc est peu magnétique, mais malléable, ductile, bon conducteur de chaleur et d'électricité. Quand il est exposé à l'air, il se recouvre d'une couche superficielle d'oxyde qui le protège contre la corrosion.

Alumine : oxyde ou hydroxyde d'aluminium.

Antimoine : les gisements d'antimoine sont nombreux en France. L'antimoine sert surtout à durcir le plomb et il est de ce fait un métal à usage militaire (balles de fusil et shrapnells) et un métal industriel (appareils pour l'industrie chimique, alliage d'imprimerie) ; à défaut d'autres métaux plus appréciés, le plomb antimonieux peut être employé en petite quincaillerie ; les sels d'antimoine sont utilisés en teinturerie et en pharmacie.

Argent : métal précieux, qui est pour les trois quarts un sous-produit du plomb et du zinc. La récupération de l'argent et de son affinage est fortement développée et le fort pourcentage de recyclage tient aux utilisations de l'argent : industrie photographique (taux de récupération supérieure à 80%), électricité et électronique. Très conducteur, malléable, l'argent peut dans de nombreux cas se substituer à d'autres métaux plus onéreux, en particulier à l'or. Les autres utilisations sont plus classiques, comme la joaillerie, la brasure, la miroiterie, la dentisterie, la pharmacie...

B

Baryum : métal alcalino-terreux d'un blanc argenté, qui décompose l'eau à la température ordinaire.

Barytine : sulfate de baryum essentiellement employé comme additif aux boues de forage dans l'exploitation pétrolière pour sa très forte densité (du grec *barus* : lourd). Les autres débouchés de ce produit blanc sont les industries de la peinture, de la céramique et de la verrerie. L'industrie automobile l'emploie pour les plaquettes de freins, les disques d'embrayage, les mastics et les tapis de sol.

Bauxite : minerai dont est issu l'aluminium (contient de 40 à 60 % d'alumine ou oxyde d'aluminium). La bauxite est transportée vers des usines chimiques pour y être transformée en alumine.

C

Cadmies : dépôts de zinc.

Cadmium : résulte de l'électrométallurgie du zinc dont il est à la fois un sous-produit et une impureté (une tonne de minerai de zinc donne environ 3 kg de cadmium). Cependant, on produit également du cadmium secondaire, par recyclage de matériaux contenant du cadmium et ce recyclage joue un rôle dépolluant dans l'environnement. La consommation du cadmium se répartit en 5 grands secteurs :

- les piles et batteries
- les pigments
- les stabilisants
- les revêtements
- les alliages

À dose élevée et sous certaines formes, le cadmium peut se révéler nuisible à la santé de l'homme et sa récupération fait l'objet d'une procédure industrielle très organisée.

Calamine : minerai de zinc. Les mineurs appellent indifféremment calamine les divers composés oxydés du zinc.

Cassitérite : oxyde d'étain naturel (principal minerai d'étain).

Célestine : souvent de teinte bleu ciel, la célestine est un sulfate de strontium.

Cuivre : concurrencé par l'aluminium, les plastiques et les fibres optiques, ce métal est néanmoins très apprécié pour sa résistance à la pollution.

Apprécié comme matériau de couverture, le cuivre est également utilisé dans l'électronique pour ses qualités thermiques (meilleure dissipation de la chaleur) et pour sa conductivité électrique.

D

Déchets, débris, cendres, résidus : terminologie douanière pour l'ensemble des matières recyclables.

E

Étain : de couleur blanc argent, l'étain est un métal ductile, malléable qui s'allie à d'autres métaux. Il fond à très basse température. L'eau et l'humidité de l'air ne l'affectent pas. Presque aussi lourd que le fer, ce métal a une très faible résistance mécanique. On l'utilise dans différents alliages de bronze, dans les alliages de plomb pour la soudure molle. Lorsque l'on recouvre leur surface d'étain, le cuivre et les aciers sont protégés contre l'oxydation.

F

Fluorine : vois spath-fluor

Fondeur : ouvrier travaillant dans une usine où l'on fond le minerai pour en extraire le métal.

Fusion : passage de l'état solide à l'état liquide nécessaire à l'affinage d'un métal, à l'élaboration d'alliages à la production de demi-produits, etc.

M

Manganèse : métal d'un blanc grisâtre, dur et cassant.

Matières premières secondaires (plutôt que déchets) : matières métalliques de recyclage.

Métallurgie (à ne pas confondre avec sidérurgie) :

Métallurgie de première fusion : procédé utilisant un minerai brut ou transformé pour obtenir du métal qui sera dit « primaire ».

Métallurgie de seconde fusion : procédé utilisant des matières secondaires pour produire des métaux et alliages similaires aux métaux primaires ».

Métaux précieux : argent, or, platine et les « métaux associés » (palladium, iridium, osmium, ruthénium, rhodium). De nos jours, ce qui distingue les métaux précieux d'autres métaux ou alliages rares, c'est surtout la valeur sentimentale qu'on leur attribue.

Métaux spéciaux : se caractérisent par la faiblesse des quantités consommées mais surtout par leur caractère souvent irremplaçable. Certains sont même considérés comme « stratégiques ». ces métaux réclament généralement des technologies particulièrement élaborées, que ce soit au niveau de l'obtention du métal ou de sa transformation. À ce titre, les métaux spéciaux constituent sans doute l'un des traits d'union les plus patents entre industrie de base et industrie de pointe. Parmi eux : le tungstène, molybdène, zirconium, titane, germanium, indium, gallium, magnésium.

Minerais industriels : à la différence des minerais métalliques, ne subissent pas en général d'opération de fusion. Plusieurs groupes peuvent être distingués : les sels destinés à l'agriculture et à l'industrie chimique (potasse, phosphate, borax) ; les fondants métalliques (fluorine, cryolite) ; les charges et pigments (talc, barytine, kaolin, ocres) ; les argiles ; les substances réfractaires ; les abrasifs ; les produits asphaltiques ; etc.

O

Or : métal précieux entre tous, l'or se révèle indispensable dans des secteurs comme l'électronique ou l'art dentaire en raison de son inaltérabilité, mais il est surtout un métal que l'on garde sous forme de bijoux, de lingots ou de pièces. Dans ses usages industriels, l'or connaît un fort taux de récupération.

N

Nickel : métal essentiellement utilisé en alliage avec d'autres métaux à qui il fait profiter de sa résistance à la corrosion.

Les principaux débouchés du nickel sont (par poste décroissant) :

- la métallurgie ferreuse (ferro-nickel et métal)
- la métallurgie non ferreuse et les super alliages, sans oublier les monnaies et les médailles
- la galvanoplastie (traitement de surface)
- les utilisations de l'industrie chimique (en particulier les catalyseurs et les batteries au nickel-cadmium).

Le marché du nickel est étroitement lié l'évolution de la sidérurgie. Grâce à la Nouvelle-Calédonie, la France dispose d'un minerai abondant et riche (la Nouvelle-Calédonie recèle le cinquième des réserves mondiales).

P

Platine : métal précieux, blanc grisâtre. Deux pays (ex-URSS et Afrique du Sud) en assurent près de 90% de la production. Les débouchés sont : la bijouterie, l'électronique et les catalyseurs (et la thésaurisation...). Comme pour l'argent, le recyclage est important.

Plomb : à défaut d'être sophistiqués, les usages du plomb sont en revanche nombreux et diversifiés : bâtiment, automobile, médecine, industrie nucléaire, chimie... Ensuite, il existe également des débouchés secondaires, comme le gainage des câbles, certains types de tuyaux, les collerettes des vins fins, les tubes souples, sans oublier les plombs de chasse. Mais la principale utilisation du plomb reste les accumulateurs.

Pyrite : sulfure naturel de fer employé à la fabrication de l'acide sulfurique (nom donné à d'autres sulfures métalliques).

R

Recyclage : traitement métallurgique des matières premières recyclables. Le recyclage est le fait des producteurs et des transformateurs de métaux non ferreux qui acquièrent essentiellement des lots de déchets dont la composition chimique leur convient ou est garantie par leurs fournisseurs afin d'obtenir le métal ou le produit souhaité par simple fusion ou par traitement approprié.

Récupération : collecte, tri et conditionnement des vieilles matières en vue de leur recyclage.

S

Silice : matière première de l'industrie verrière, de la fonderie et de diverses autres industries performantes (abrasifs, émaux, céramiques, mortiers et colles, peintures, revêtements, engrais, tissus et laines de verre, plastiques et caoutchouc, etc.

Strontium : métal alcalino-terreux, blanc argent, mou comme le plomb.

Spath-fluor (ou fluorine) : connue depuis la plus haute antiquité pour ses belles couleurs (utilisées dans la confection de figurines et d'autres objets de décoration), le spath-fluor a connu un essor à la fin du XIX^e avec la mise à profit de ses qualités de fondant dans la sidérurgie, l'industrie du verre et la céramique. L'essor de la chimie lui a offert de nouveaux débouchés, du fait notamment de la forte réactivité du fluor vis-à-vis de nombreux corps chimiques, organiques et minéraux. La production totale est absorbée pour moitié par la sidérurgie, viennent ensuite la production de fluorés organiques et d'aluminium. La fluorine est également utilisée dans des domaines aussi divers que l'optique, la fluoration (de l'eau, du dentifrice, du sel...) et l'enrichissement de l'uranium.

U

Uranium : minerai dont le seul débouché est l'utilisation dans les centrales nucléaires.

W

Wolfram : principal minerai du tungstène, tungstate naturel de fer et de manganèse.

Z

Zinc : outre la galvanisation (couvrir d'une couche de zinc), les utilisations du zinc sont multiples et recouvrent plusieurs secteurs : zinc bâtiment, zinc fonderie, zinc revêtements. Le zinc est également employé dans la fabrication des piles sèches ; sous forme d'oxyde de zinc, il sert de catalyseur à la vulcanisation du caoutchouc et en tant qu'oligo-élément, il entre également dans l'élaboration des aliments des animaux. Il entre avec le cuivre dans l'alliage du laiton.

TABLE DES MATIÈRES

Fiche d'identification.....	page 2
Introduction.....	page 3
Table des abréviations.....	page 13
Sommaire.....	page 14
Répertoire numérique.....	page 16
Chambre syndicale [française] des mines métalliques.....	page 16
Chambre syndicale des métaux (CSM).....	page 21
Union syndicale des mines marocaines.....	page 23
Syndicat général des affineurs (SAF).....	page 24
Chambre syndicale française des producteurs d'or.....	page 26
Comité d'organisation des industries de demi-produits en métaux et alliages non ferreux	page 27
Comité d'organisation des minerais et métaux bruts (COMMB).....	page 28
Fédération des chambres syndicales des minerais et métaux bruts (FMMB).....	page 31
Chambre syndicale des minerais de spath-fluor, de baryum, de strontium et produits connexes.....	page 33
Union syndicale des mines métalliques métropolitaines (USMMM)	page 36
Chambre syndicale des mines coloniales (CSMC).....	page 37
Chambre syndicale des industries minières (CSIM).....	page 44
Fédération des Chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux (FMM)	page 45
Comité de liaison des industries de métaux non ferreux de la Communauté européenne..	page 47
Annexes.....	page 49
Inventaire récapitulatif des documents iconographiques.....	page 49
Inventaire récapitulatif des documents audiovisuels.....	page 49
Les dossiers de gisement.....	page 50
Glossaire.....	page 55
Table des matières.....	page 58